

1616 - s.n. - Trésor des trésors de France - BnF Arsenal

Auteurs : Beaufort, Jean de

Description matérielle de l'exemplaire

Format4°

Pages de l'exemplaire

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

76 Fichier(s)

Remarques

RemarquesJuvénal, Satire XIII, Le dépôt : "Exemplo quodcumque malo committitur, ipsi / Displicet auctori. Prima est hæc ultio, quod se / Judice nemo nocens absolvitur, improba quamvis Gratia fallaci prætoris vicerit urna." (Le crime est détesté même par son auteur / D'abord ce châtement. - De l'urne du préteur/ Qu'il sorte fier, absous par un vil stratagème, / Le coupable jamais ne s'absoudra lui-même !)

Généralités sur l'exemplaire

Référence ThRenThRen_1680

Titre longSVITTE DV // TRESOR DES TRESORS, // ET // RESPONSE ANALITIQUE // De Iean de Beaufort, aux deux libelles contre luy imprimez sous // le tiltre de Remonstrances faites à la Chambre des Comptes // par les Officiers de finance, és années, 615. & 616. pour // empescher les preuues de ses denonciations. // Auec la requestre presente en la dite Chambre par ledit Beaufort, pour la iusti- // fication de la calomnie contre luy inuentee par lesdits Officiers de // finances, sous le nom emprunté de Iean Bouuot, & // l'Arrest du Conseil donné sur icelle. // Exemplo quodcumque malo committitur, ipsi // Displicet auctori. Prima est hæc ultio, quod se // Iudice nemo nocens absolvitur, improba quamuis // Gratia fallacis Prætoris uicerit urnam. Iuuen. Satyr.13. // [Illustration] // M. DC. XVI.

Imprimeur(s)-libraire(s)s.n.

Date1616

Identification de l'exemplaire

Lieu de conservation et cote Paris (Fr), Bibliothèque nationale de France, Arsenal, 4-H-3492

Lien vers la notice du catalogue de l'institution de conservation [Bibliothèque nationale de France](#)

Sources de la numérisation [BnF Gallica](#)

Type de numérisation Numérisation totale

Marques d'appropriation

Présence d'annotations manuscrites L'exemplaire ne comprend pas d'annotations manuscrites.

Indications sur la notice

Contributeur Vervent-Giraud, Sylvie

Droits

- Images : BnF Gallica
- Notice : Anne Réach-Ngô (UHA, IUf) ; EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR)

Citer cette page

Beaufort, Jean de, 1616 - s.n. - Trésor des trésors de France - BnF Arsenal, 1616

Anne Réach-Ngô (UHA, IUf) ; EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Consulté le 25/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/ThresorsRenaissance/items/show/1680>

Copier

Notice créée par [Sylvie Giraud](#) Notice créée le 04/02/2024 Dernière modification le 31/07/2024

SVITTE DV
TRESOR DES TRESORS,
 ET
 RESPONSE ANALITIQUE

De Iean de Beaufort, aux deux libelles contre luy imprimez sous
 le tiltre de Remonstrances faites à la Chambre des Comptes
 par les Officiers de finance, és années, 615. & 616. pour
 empescher les preuues de ses denonciations.

Auec la requeste presentee en ladite Chambre par ledit Beaufort, pour la iusti-
 fication de la calomnie contre luy inuentee par lesdits Officiers de
 finances, sous le nom emprunté de Iean Bouuot, &
 l'Arrest du Conseil donné sur icelle.

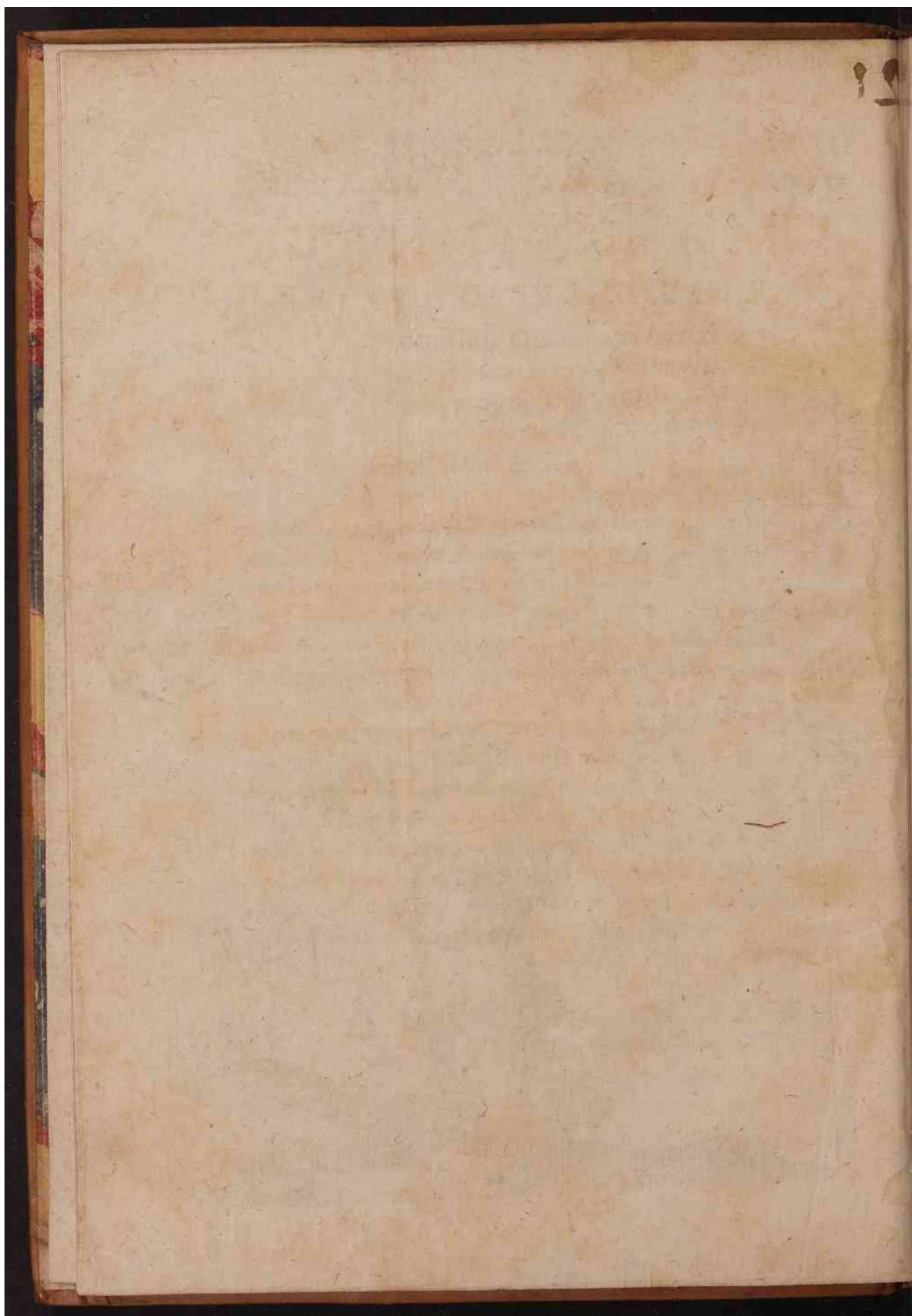
*Exemplo quodcunque malo committitur, ipsi
 Displicet auctori. Prima est hac ultio, quod se
 Iudice nemo nocens absolvitur, improba quamuis
 Gratia fallacis Pratoris vicecit ornari.*

Iuuen. Satyr. 13.



4°-H-3492

M. DC. XVI





A MONSEIGNEVR
MONSEIGNEVR DV VAYR,
Garde des Sceaux de France.



ONSEIGNEVR,

Non sans mystere le peintre Parrasius au combat d'honneur qu'il eust avec Zeuxis, se contenta d'imiter vn rideau, si naturellement representé que Zeuxis mesmes y estant deceu, säs autres suffrages Parrasius emporta le prix & l'honneur de la victoire : ayant vaincu par vn ouvrage si parfait celuy qui estoit des premiers peintres de son temps : ores que Zeuxis eust pourtrait des raisins tenus par vn enfant où les oyseaux furent deceuz. Conception de Parrasius digne d'admiration, nous ayant par son rideau tacitement representé l'honneur, la reuerence & le respect qu'on doit aux Dieux, qu'il n'estoit anciennement permis de voir qu'avec ceremonie, & ne rendoient leurs Oracles que les Sacrificateurs voilez, & qu'il n'y eut vn rideau entre le Sacrificateur & l'Oracle : à l'imitation de Dieu qui a voulu mettre les cieux pour rideau entre la diuinité & l'humanité des choses terrestres, & du corps materiel vray rideau qui empeche les yeux corporels de voir l'immortalité de l'ame, cognoistre la doctrine des vns, discerner la vertu des autres, & d'admirer la sagesse profonde de ceux qui sont enuoyez de Dieu, & donnez des hommes pour estre les yeux de la terre. Les sceaux sacrez du Roy & du Royaume que vous tenez aujourd'huy, Monseigneur, qu'est-ce autre chose sinon que vous tirez le rideau du cœur du Roy quand il vous plaist ? Vous gouvernez le timon de son sceptre en sa Justice, & de

son Royaume par l'ordre & la loy qui depend de vous de donner à son peuple ? Les lettres que le Garde des sceaux receuoit anciennement à trauers vn chassis, qu'estoit-ce autre chose qu'une marque de sa prudence, qu'un caractere de la sincerité de sa Iustice, qu'un symbole de son autorité, & un signe par lequel on iugeoit que les lettres scellees estoient aussi meurement considerees, que curieusement examinees, sans soupçon de faueur ny acceptation de personne. Donc si les Lacedemoniens ne nommoient iamais leur premier Magistrat qu'apres la voix de l'Oracle, pour tesmoignage qu'il estoit eslu des Dieux : Heureux iour à la France, & triplement heureux le Genie qui a si saintement infusé au sacré cœur du Roy, inspiré le diuin esprit de la Royne Marie pacifique, & de Nosseigneurs de son Conseil, vostre eslection & nomination : En laquelle bien que vous ayez marché à pas de tortue, c'a esté pour monstrier à l'exemple de ce grand personnage Grunnius, loüé par saint Hierôme, qu'il ne faut approcher des Roys qu'apres une meure deliberation. Mais ceste nomination n'a pas esté seulement suiue des suffrages Royaux, mais des comices fauorables du peuple & de la voix publique, comme l'Oracle qui doit estendre ses responses par la trompette de la Iustice en tous les coins, non de la France, mais de l'Europe : non de l'Europe, mais en toutes les parties de la terre. Vous sçavez, Monseigneur, que l'obeissance & la Iustice sont tellement relatifs, que si le Roy desire l'obeissance de ses subiects, faut par droit de relation qu'il leur rende la Iustice. Beau-fort donc fondé sur les loix, les reglements & ordonnances du Royaume vous demande la Iustice. A ceste supplication l'inuention de Zeuxis, suiuant l'interpretation de plusieurs, n'est moins considerable, ayant iugé que si l'image de l'enfant eut esté naturel & present, eut empeché que les raisins n'eussent esté en proye aux oyseaux, & ainsi le portrait eut eu sa perfection. Monseigneur, les plaintes publiques tant de toutes les Cours souueraines, ainsi qu'appert de leurs remonstrances, que des Estats generaux, dont à leur intercession le Roy promet l'establissement d'une chambre de Iustice, pour la recherche des abus & maluersations qui se commettent au fait de ses finances : font dire que si la Iustice qui est l'ame du Royau-

me, eust eu son estre, sa vie & sa liberté, & n'eust esté comme vn
enfant mort, tant d'oyseaux de proye n'eussent becqueté les raisins,
ny la pure substance des subiets du Roy. Ce qu'estant recogneu par
Monseigneur le Chancelier, prononça pareillement l'arrest pour l'e-
stablissement de ladite Chambre: Mais si le tēps a esté contraire à
son dessein, & que par prudence il en aye differé l'effect, l'effor d'un
vent contraire ne peut empecher la memoire du dire de Senecque,
Multi egerunt qui ante nos fuerunt: sed nō peregerunt,
suscipiendi tamen sunt, & ritu Deorum colendi. Et que
vous, Monseigneur, ne donniez la perfection à un si sainct, si vtile
& profitable dessein. Et ainsi nous dirons de vostre maison, ce
que disoit Abdias le Prophete de la maison de Iacob, Domus tua,
domus ignis. Feu qui bruslera tous les idoles du Royaume, afin
qu'il ne reste à tous les subiets en general que l'image de leur Roy,
& les reliques d'obeissance. Et à vous, Monseigneur, l'Apollon
de la France, & le conseil de Paix: le portrait de Iustice, afin que ce
Royaume prenant son ancienne lumiere, soit dit le Royaume de
Dieu, & le regne de Louys le Iuste. Beaufort donc vous offre
comme à l'autel de Iustice ses responses, vous suppliant tres hum-
blement, Monseigneur, les recevoir en vostre protection, tout ain-
si qu'il a pleu au Roy le mettre en sa sauue-garde, les voir & consi-
derer avec assurance, que vous iugerez les obiections des officiers
de finance si foibles, qu'estant iointes aux promesses du Roy, sera
vostre bon plaisir tenir la main à l'establissement de ladite cham-
bre de Iustice, pour y faire iuger la verité de ses denonciations, &
cognoistre l'vtilité de l'aduis par luy donné sur le fait desdits abus &
maluersations. Et il demeurera,

Monseigneur,

Vostre tres-humble, tres-obeissant, &
tres-fidele seruiteur,
BEAUFORT.

à iij

AV LECTEUR. S.



'A y toujours désiré en la suite de mon entreprise, rendre le public autant edifié, que l'esprit des plus curieux content & satisfait. Je vous ay fait voir cy-deuant le Tresor des tresors, contenant des aduis iugez par Messieurs des Estats, assemblez en la ville de Paris, si profitables à sa Majesté, vriles à ses subiets, & necessaires pour le bon-heur & repos de cest Estat, que nonseulement ils en loierent le trauail, mais avec toutes sortes de bienueillance receurent vn si genereux dessein. Car ayant esté curieusement examiné, & sincerement balancé en toutes les trois Chambres, tous en corps sur les remonstrances par eux faites, meurement agitees & considerees au Conseil de sa Majesté, auroient obtenu l'establissement d'une Chambre de Iustice: Laquelle neantmoins ayant esté differee pour quelques importantes considerations, desiréux ne laisser le public en doute, & faire voir la verité de mes denonciations: de l'aduis de Nosseigneurs du Conseil i'aurois donné requête en la Chambre des comptes à la conseruation des preuues, pour estre receu à denoncer contre partie des officiers de finance, attendant l'establissement de ladite Chambre. A quoy ayant satisfait, par arrest du 22. de Septembre, 1615. i'aurois esté receu à coter les parties singulieres faulxement employez ez comptes des denoncez. En execution duquel ayant cotté, & présenté autre requête pour auoir des Commissaires non suspects, parents, amys, & alliez des financiers ou interessez aux poursuites: Ladite Chambre faisant droit sur icelle, auroit commis & nommé pour leur prudence, probité & affection singuliere au service du Roy & du public, Messieurs du Lac, de Creuecueur, Maistres des Comptes pour estre par eux procedé à la verification & instruction de la denonciation par moy faite spécialement contre Maistre Iean du Tremblay, pour faux emplois trouuez en ses comptes iusques à la sôme de trois cents mil liures. Ceste grande denonciation ayant donné autant de terreur que d'alarme ausdits officiers de finance comptables, d'abbord ont projeté deux choses. La premiere, sous le nom de remonstrances, faire imprimer deux certains libelles diffamatoires, contenans en general leurs moyens d'opposition contre lesdites poursuites, où ils n'ont esparné de des-

chirer iniustement mon nom,

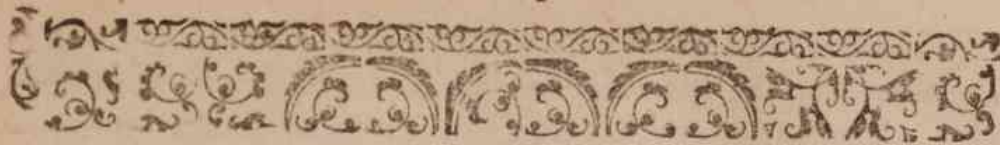
Et succrants d'un sousris leurs discours mielleux

Accusent vnchacun des maux qui sont en eux.

La seconde, de prattiquer, corrompre & suborner à prix d'argēt vn nommé Iean Bouuot, pour m'accuser d'auoir empoisonné le premier mary de ma femme, & certains tesmoins pour preuue de ladite accusation, dont les depositions & domicilles sont encores inuisibles, le tout pour pretexter vn decret, & par tels moyens obliques auoir sujet de me perdre par poison, assassin ou autrement. Mais vne chose me console, que ma conseruation est asseuree puis qu'elle est entre les mains de Dieu & de la Iustice. Car tout ainsi que la Lune tire sa perfection du Soleil, aussi le Royaume ayant sa gloire & splendeur du soleil de Iustice, c'est en ce theatre où jattens faire voir à vnchacun la lumiere de mon innocence, & triompher de ladite faulse accusation. Cependant pout respondre à l'un & à l'autre, i'ay desiré pour la vallidité de mes procedures, vous faire voir avec la passion desdits officiers de finance coupables leurs legeres defenses, & vne preuue litterale de leur imposture, calomnie, & pernicieux desseins, afin que y puissiez apporter, sans passion, vostre digne iugement. Je scay que plusieurs autant malicieux que amys du temps, ne manqueront de blasmer, à leur accoustumee, ceste entreprise. Mais soit que les vns ayent à gré mes responses & ma iustificacion, soit que les autres les reiettent: Comme la parolle semee ez esprits des auditeurs est subiette à diuerses opinions, au moins i'auray ce contentement de faire voir au corps general du Royaume, que ie n'ay commencé vne entreprise si grande, ny fait l'ouuerture d'un aduis si important, que ie ne desire d'en faire voir la verité, comme l'objet & la fin de ses poursuittes, le mur d'airain qui les fortifie, & le rampart qui les fera preualoir contre tous les assauts de mes ennemis. Non que ie presume pouuoir rien sortir de moy digne d'estre exposé sur la tour de Minerue, ou d'occupper vn moment vos esprits: toutesfois i'estime que ce qui procede d'un courage eschauffé de l'amour du public, ne peut qu'à tout le moins ne trouue quelque oreille fauorable ou parolle plausible, pour recognoistre l'ardeur de ceste affection, & suppléer au deffaut qu'on y pourroit trouuer. Que si le discours n'est au gré de quelque esprit delicat qui peust estre troublé par l'idee & l'image de ses trefoirs: Je luy feray la priere que fit anciennement Phocion, lors qu'il harangua deuant la commune d'Athenes, d'en cueillir les fleurs qui luy seront agreables: Et à routes fins, de retenir la sua-

ue odeur de ce beau traict de Pline, Que le Soleil, la Lune, les
estailles, les plantes & les animaux, iusques à la fourmy, presen-
tent & preuiennent l'orage & la tempeste: mais l'homme seul,
aveuglé de son bien & de ses richesses, se perd dans les vents
de la presumption, se consume dans le feu de son malheur,
& fait n'auffrage dans l'abisme de ses vices. Adieu.

BEAUFORT.



R E S P O N S E S

DE I E A N DE

B E A V F O R T .



ONSEIGNEVR;

I E A N D E B E A V F O R T v o u s r e -
monstre tres-humblement que par
l'un & l'autre discours l'on peut facile-
ment iuger qu'il n'y a martyr plus grād
au monde que la synderese de cōscien-
ce, que ceux qui se sentent coupables
& tacitement atteints & conueincus de quelques crimes
sont semblables a Oedipe, que Seneque en la Thebaide
fait parler en ceste sorte:

Je me fuis, & si fuis le reproche secree

De mon cœnr, de mes yeux, de ma main, de mon ame:

Je fuis les Dieux, le Ciel, le peché qui m'entame,

Et foule aux pieds la terre qui souffre mon meffait.

Car par tels libelles vrais pourtraits de la crainte des offi-
ciers de finance & de leurs secrettes apprehensions, com-
me ennemis du cœnr qui leur a suggeré tels meffaits, de la
main qui les a executez, & du Soleil qui a esclaté leurs
maluerfations; se prennent auourd'huy eux mesmes dās
les rets de la iustice, vaincus de l'esprit qui accuse leur vi-
ce, de la langue qui decouure leurs intentions, & du tes-
moin irreprochable de leurs consciences: *Et sic prima est hæc
Vltio quod se iudice nemo nocens absoluitur.*

Pour trouuer des yeux plausibles à leurs libelles ils se
plaignent en leurs exordes. Premièrement, *D'auoir esté*

A

assaillis en tant de façons depuis plusieurs années, qu'il ne leur peut venir aucun sujet d'estonnement sinon quand on cessera de les travailler. Ce qui arriuera, dit Beaufort, quand ils commenceront à bien faire, & quand par Iustice leurs crimes seront purgez, leurs vies examinees, & leurs larcins recogneus & punis : qui ont esté tels & tellement publiez, qu'en fin tout leur refuge a esté d'auoir recours à la misericorde du Prince, & à la voye honteuse d'abolition : *Et sic gratia clementissimi Principis vicit vnam.* Mais, ô ingrats ! au lieu de dresser à la memoire du feu Roy vn autel d'immortalité, pour ce benefice receu, vos sacrifices ont esté faits & changez pour toute recognoissance en amertume de dol, fraude, surprise, & larcin.

La qualité donc des parties de Beaufort est, d'estre porteurs d'abolition, la mauuaise vie desquels & les moyens prompts d'obreption & subreption qu'on auoit à monstrier a fait qu'ils n'en ont iamais requis l'enterinement, comme ennemis de la Iustice, & leurs tresors monstrueux les ont dispensé des formes : comme si Pluton auoit pouuoir de fermer le temple de Nemesis, & neantmoins leurs vies miserables, esponges du sang des innocens leur font appeler les autres mal viuants, leur desespoir desesperez, la ruine qu'ils ont causé à vn million de familles gens ruinez : & parce qu'ils sont les monstres & sangsuës d'un Estat, appellent monstres ceux qui ont descouuert leurs larcins, monstrueux.

Ainsi les officiers de finance s'emportent iusques aux nues de confusion par telles paroles, pour estourdir ceux qui demandent Iustice, de ce que la France, seule exempte de monstres, a produit en eux, non des corbeaux qui ne vivent que de charongnes, mais des corbeaux incogneus à face d'hommes, qui vivent & se font aggrandis de la plus pure substance des François : Ainsi ils taschent de dissiper les preuues qu'on a contre eux par menaces, ou mesdisance de ceux qui scauent leurs vies, ietter de la poussiere aux yeux des Magistrats, & faire entendre que leur

iustice est en commerce & compromis, En vertu des presentes poursuites (comme ils disent) parce qu'ils ont reduit toutes assignations à eux adressantes en commerce, comme iuges & arbitres des deniers publics & des fortunes de tous les gens de bien. Mais ce sont grossieres exhalaisons de la terre, lesquelles étant penetrees par le soleil de Iustice ne peuuent produire qu'un peu de tonnerre qui perd son bruit & son esclat au premier rayon de lumiere qui donnera dans leurs actions, *Fides gestis rerum coherentibus explicatur*: Quand l'on considerera que les denoncez ont eu besoin d'abolitiō, les plaintes de Beaufort en seront plus fauorablement receuës, & ce qu'ils opposent contre la personne du denonciateur sera prins pour vn tesmoignage de la foiblesse de leurs defences, *neganda est accusatio qui non suas, nec suorum iniurias exequuntur licentia criminandi priusquam se crimine quo premuntur exuerint.*

D'ailleurs ce n'est point la cause particuliere de Beaufort, c'est la cause publique embrassée par les Parlements & par l'assemblée des Estats, clairuoyans en la disposition des finances, occasion qu'ils en ont requis la recherche par l'establissement d'une chambre de Iustice que le Roy leur a promise. Est ce pas donc comme les Geants s'efforcer de surprendre le ciel, & renuerfer toutes les puissances celestes; que de s'opposer à ce qui a esté si meuremēt resolu, genereusement poursuiuy, & constamment demandé par ces grandes compagnies, & si saintement accordé par sa Majesté.

C'est ce qui a fait apprehender à l'auteur de ces libelles vn desadueu, c'est ce qui a meu le corps des financiers à supprimer le nom de ceux qui font telles remonstrances; au lieu de ce que Beaufort se nôme en toutes ses actions, & en toutes ses poursuites. Tellement qu'il a cest aduantage de n'auoir iamais eu en teste que des auteurs invisibles, & des parties dont les naissances & accroissements sont incogneus iusques à present: & qui, accoustumez au mal pour l'antipathie qu'ils ont avec le bien, ne peuuent souffrir la moindre recherche, d'où s'ensuit que tels libelles n'ayants

point d'auteur ne peuvent estre receus en Iustice, moins encores en public ny parmy les gens de bien.

Car si c'est pour seruir à la Iustice, tout ainsi qu'il y faut vn Iuge certain; aussi est-il requis & necessaire pour la validité des actes qu'il y ait vn demandeur & vn defendeur certains, tous deux nommez & designez par leurs noms & surnoms, & nonseulement ceste circonstance est requise en tout bon iugement; mais aussi que l'on ait vn domicile certain, où l'on puisse se trouuer l'un l'autre, autrement tous actes sont nuls selon les loix & ordonnances. Et consequemment tels libelles manquans en la forme ordonnee, & inseparable de la iustice, ne peuuent estre receus en icelle, en ce que nommant le demandeur qui est Beaufort, ils ont esté obligez nommer les defendeurs, veu que ce seroit vne trop grande iniustice d'accuser tout vn corps de crime & maluerfation.

Si c'est pour seruir au public, bien que comme dit le Poëte,

Il n'est à decider rien de si mal-aisé,

Que, sous vn feint habit, le vice desguise

& que l'on accuse le peuple (confusement pris) d'imprudence, comme susceptible de quelque impression, d'autant qu'il y rencontre le plus souuent tant de iugemens que de testes, neantmoins ayant la raison diuinement infuse, & la discretion du bien & du mal, les gens de bien qui ne demandent que l'esclaircissement de leurs actions auront tousiours horreur que des personnes notees (telles que sont les auteurs de ces libelles) se licencient de s'opposer à la Iustice, & à la cognoissance de leurs deportemens, pour le ressentiment qu'ils ont de se voir enueloppez dans le blasme genetal, esclaués de denonciation, & mal à propos soupçonnez d'une accusation & poursuite publique. Estant encores vn fait non practiqué & non ouy, qu'on se iustifie en corps, veu que les peines sont personnelles, & ordonnees contre les auteurs seulement, sans que l'innocent puisse porter la peine du coul-

3
pable. Tellement qu'on peut conclurre que tels libelles estans contraires aux loix & formes iudiciaires, ne peuuent estre receus du public, moins encores des gens de bien.

De ce que dessus appert, que Beaufort a cest aduantage d'auoir monstré & prouué que la contestation presente est contre des gens incogneus; qui sont neantmoins trop visibles & cogneus par leurs tresors, qui leur donnent autant de liberté en leurs paroles qu'en leurs larcins.

A cest aduantage aussi que leurs libelles par les voyes de droit & formes ordinaires ne peuuent estre receus, & a cest aduantage que les presentes responses estans considerees sans passion, & examinees par raison, seront iugees autant pleines d'honneur & de gloire, que de profit & d'utilité, qui ne peuuent rapporter au Roy & à son estat qu'un desirable soulagement, un reglement sainctement recherché & pouruiuy, & un ordre generalement profitable à tous les Estats du Royaume.

Les officiers de finance publient en leurs secondes remonstrances, qu'ils n'ont iamais eu en teste aucun ennemi capital que Beaufort, en quoy ils se trompent grandement, Car ce n'est Beaufort qui est leur partie, moins encores ennemy: ains rous les Parlements de France en corps, qui sont les yeux du Royaume, & specialement celui de Paris, qui est le bois saint & sacré duquel on peut figurer les Dieux de l'Estat, tesmoin leurs saintes remonstrances, tant de l'annee quatre vingts dixsept à Fontainebleau, que les rescentes du mois de May six cents quinze. Mais encores ce ne sont les Parlements seuls, ains les trois ordres dont est composé tout le Royaume, les plaintes desquels par un concours & unité d'opinions, ont esté si vrgentes, publiques & religieuses, qu'ils ont obtenu de la propre bouche du Roy, l'establissement d'une chambre de Iustice: Ce ne sont encores les trois ordres de l'Estat, mais tous les Princes en general, avec tous les officiers de la Couronne, tous se plaignans des larcins faits de leurs recompences, gratifications & pensions: des compositions

A iij

qu'ils sont contraincts faire pour en recennoir vne partie: des remises, destours & renuoyz iusques à ce qu'ils ont contribué à leurs auarices & à leur feintes intentions & desguisements. Considérez donc, ô financiers, estants rentrez dās le cabinet de vos secretes pensees, & examen de vos actiōs, combien d'enemis vous auez, si tant est que tous ceux qui sont ennemis du vice, soient ennemis des vitieux & mal viuās, & par ainsi s'il est raisonnable que tous ceux qui descouurent & poursuient en Iustice quelque crime public, qui concerne & touche le biē de l'estat, la liberté, & l'vtilité des subiets du Royaume, soient appelez ennemis capitaux de ceux qui les ont rendus, non esclauēs, mais miserables.

Pour vous faire voir ceste verité, & cognoistre l'effect de nostre principe, remettez vous deuant les yeux que n'avez autre ennemi capital que vos consciences, & non Beaufort; d'autant que c'est le bourreau qui inuisiblement vous transite & consume, de ce que Beaufort visiblement, & au veu & sceu d'vn chacun fait ses poursuittes selon les formes de la Iustice. Ce qui seruira de responce à tous les auant-propos, & iniures glissees dans vos remonstrances.

On sçait que comme les cieux se mouuent par les intelligences, suiuant le dire des Philosophes; ainsi tous les Estats se soustiennent & conseruent par les ames de la Iustice & des finances.

La Iustice; pour donner l'esprit d'obeïssance aux ames mal-reglees, les conseruet au seruice du Roy, & dans les bornes de la vertu, par l'espoir de recompense, ou par les apprehensions de la peine, en rendant à chacun ce qui luy appartient, car par elle le Roy est maintenu en ses Couronnes, & tous ses subiets en repos, en paix & felicité.

Les finances; pour estre la marque de la grandeur du Royaume, la terreur des ennemis, & le fleau des seditieux, parce que le Roy par ses finances, est paisiblement conserué en son Estat, constāment aymé de ses subiets, & redouté de ses voisins alliez & confederez. Or tout ainsi que la

Iustice a ses officiers distincts, & separez en iurisdiction & enpouoir; le mesme se void & s'obserue au fait des finances, bien que diuersement, d'où s'ensuit que comme ce seroit vne chose absurde & digne de blasme, s'il y a quelques particuliers au fait de la Iustice qui ayent forfait en leurs charges, de voir des remonstrances sous le nom general du corps, pour couvrir les meffaits des particuliers: le semblable peut-on dire des finances, qui ont autant d'offices & diuers corps que celuy de la Iustice, en ce que ce seroit vne chose non pratiquée, de blasmer vn corps si sainctement créé & ordonné, pour des membres pourris qui peuuent offencer la vie & l'esprit de tout l'ordre, qu'il est plus expedient d'extirper & retrancher, que perdre le corps en general.

Ce sont donc aujourd'huy les officiers de finance, qui ennemis de la verité se plaignent des denonciateurs, & veulent accuser de calomnie, ceux qui veritablement les deferent d'auoir pillé les deniers publics, fait des partiz de la plus pure substance de la Noblesse & du peuple: changé & corrompu l'ordre de la Iustice, ruiné les subiets du Roy, brigué les iugemens pour diuertir & interrompre les condamnations, renuersé l'ordre des finances pour mettre tout en desordre, & par des terreurs paniques & iniures recherches destourner les preuues, appellât ceux qui sçauent leurs vies calomniateurs, perdus, instruments de la misere & calamité d'autrui, comme s'ils se pouuoient purger par la mesdisance: mais leur consolation est, que la ruze ordinaire des meschants consiste en l'oppression des accusateurs; afin que par telles intimidations, ils rompent les regles ordinaires, & leur vie demeure incognue dans la confusion de leurs hypocrites negociations.

Venant d'ocques aux poincts des remonstrances, comme le vice est pere d'effronterie & d'impudence; aussi les auteurs des libelles en suite de leurs memoires disent, *Reductio de la premiere*
Que par importunité & contre la forme de la Iustice, la Chambre fust monstrée
establie en l'an mil six cents sept, par le feu Roy Henry le Grand d'hen. ce.

reue memoire, mais que telles chambres erigees pour destruire lesdits officiers de finance, ont esté reuocuees, tant par ce que la raison a fait cesser, ce que l'importunité auoir fait establir à leur preiudice : qu'ainsi telles poursuittes considerees attentiuement, furent trouuees de tres dangereuse consequence, attendu que ce qui auoit esté fait par bonne raison durant les guerres, selon l'exigence des affaires, estoit reuocqué en crime & faulseté : & qu'il n'y auoit homme si iuste qui ne fust opprimé si on examineroit ses actions selon la forme des denonciateurs. Ce qui induisit sa Maiesté sur les plaintes desdits officiers, de reuocquer ladite chambre de Iustice. & par l'Edict du mois de Septembre audit an mil six cents sept, abolir toutes les fautes, crimes & maluersations qui pouuoient estre imputees ausdits officiers, notamment les faulsetez qui leur estoient imposees, & generalement tous actes concernant lesdites finances, sans rien excepter que le simple de quatre cas, sçauoir, obmission de recepte, erreur de calcul, faulx reprins, & double employ.

Motifs de
la seconde
remonstrance.

Ce sont les termes dont ils vsent. Quant à la seconde, à la verité lesdits officiers de finance taschent à se rendre plus plausibles par quelques considerations, images en apparence fauorables pour paruenir à vne deprecation, mais estans neantmoins attentiuement balancees, elles seront iugees si legeres, de si peu de force & d'energie, qu'elles seront reiettees comme discours des anges de tenebres, inuentees pour tenter les foibles, ou cōme symboles d'hypocrisie pour fermer les yeux à la iustice, & obtenir par compassion, ce qu'on ne peut auoir par raison.

Car premierement ils disent, Que ladite chambre a esté reuocquee par le feu Roy, à l'instance priere & intercession de la Royne mere de nostre Roy, iugeant que par le cours de nature elle deuoit suruiure, afin de luy acquerir de tant plus la bienueillance d'un si grand nombre d'officiers, & l'obliger dauantage à maintenir vne loy qui auoit esté faite à sa priere, qui fut la forme du dessein de la reuocation de ladite chambre.

Que ladite abolition venant de la main d'un tel Prince, portant son nom, & partant de son autorité, est vne loy escrite qui doit estre sainte & inuiolable à vn chacun, sans qu'il soit besoin de re-
presenter

présenter les raisons sur lesquelles elle a esté fondée.

Que sachant au vray comme les choses s'estoient passées, il estoit rigoureux de faire porter aux coupables la peine des desordres que la confusion des troubles de ce Royaume auoit produit, & que si on enfonçoit telles recherches, il falloit appeler à garand les ordonnateurs, comme auteurs du mal.

Que pendant le bruiet des armes il falloit remettre beaucoup de la seuerité des loix.

Que comme la raison en vne Republique, aussi le Prince en vne Monarchie estoit l'ame de la loy: mais que la raison estoit la guide & la conduite du Prince, & que c'estoit elle qui donnoit le traiet à chaque chose, & la moderoit selon les temps, les lieux & les personnes.

Que toutes recherches n'estans pas de soy autrement fauorables, celles qui retrogradoient bien arriere, l'estoient encores moins, &c.

Ce sont les principaux motifs par lesquels lesdits officiers de finance veulent conclurre, que toutes les faulletez & maluersations par eux commises aians esté abolies, & esteintes par la reuocation de la Chambre, & abolition generale à eux accordée, passée en force de loy: que consequemment il n'y a subiet ny apparence de reprendre l'ouuerture de semblables recherches.

Ce que lesdits officiers de finance confirment peu apres en ladite seconde remonstrance, quand ils disent, Que le Roy a voulu tellement abolir toutes lesdites faulsetez, que pour en oster les traces, elle cassa & annulla toutes poursuites & procédures tant ciuiles que criminelles, faites ez Chambre Royale & de Iustice, ensemble tous arrests & iugemens sur ce interuenus.

Que si l'on a fait glisser dans les declarations des années 607. & 609. la restitution du faux & double employ, c'est vne surprise faite à sa Maiesté, au preiudice du contract si solennellement passé entre luy & ses subiets, voire au preiudice de sa foy: Vertu qui l'auoit rendu arbitre de toute la Chrestienté. Et consequemment que lesdites declarations ne pouuoient nuire ny preiudicier ausdits officiers de finance.

Par ces motifs, les officiers de finance veulent tascher

B

à persuader, que si le Roy a preiugé par son abolition, qu'il n'y auoit lieu de demander iustice exemplaire de leurs peculats & larcins, à plus forte raison maintenant ledit Beaufort doit estre déclaré non receuable.

Mais pour respondre briefuement ausdites obiections, & faire voir au public comme les officiers de finance coupables se trompent grandement, en leurs suppositions.

Premièrement ils sont coniuerez de se remettre deuant les yeux la cause formelle de leur pretendue abolition, & se representer comme dans vn miroüer les moyens hôteux qu'ils ont tenu pour y paruenir, & consequemment à la reuocation de ladite Chambre, qu'ils appellent en leurs secondes remonstrances, *Contrat passé avec sa Majesté.*

Beaufort demeure d'accord que ladite abolition a passé en forme de contrat, en ce que le reuocation de ladite Chambre de Iustice, contenant ladite abolition, auroit esté accordée moyennant vn million de liures; tellement que l'or & l'argent ont esté les clefs scandaleuses qui ont ouuert les portes à telles lettres, & empêché vne plus exacte & profonde speculation, poursuite & cognoissance de leurs peculats, faulxetez & larcins: ainsi sous le nom d'abolition, on void plustost vne forme de conuention qu'on a passée avec le feu Roy, d'heureuse memoire, qu'une abolition: parce qu'en vertu dudit prix certain, lesdits officiers de finance ont racheté leurs fortunes, leurs vies & leur honneur, sans lequel ladite abolition ne s'en fust ensuiuie.

Par ceste abolition, tous les procez meus sur les accusations & denonciations veritablement faites contre lesdits officiers de finance ont esté esteints & assouppis: à cest effect routes les charges, informations & procédures remises au greffe du Conseil, comme il est exprimé par ladite seconde remonstrance: circonstances sur lesquelles l'on peut conclurre l'execution dudit contrat, passé sous le mot d'abolition, qui emporte consequemment confession de leurs crimes & larcins, ainsi qu'est desertement décidé en la loy

In causis. ff. de iure fisci. en la loy non damnatos. C. ex quibus causis infam. irrog. & infamie, quia gratis licet remittere iniuriam non pretio accepto.

Le docte Theodoret en la question premiere sur le Leuitique, où il traite la difference des sacrifices, dit que ceux qu'on auoit accoustumé d'offrir pour le peché estoient *sine thure & oleo, quod careant alimento lucis qui sedent in tenebris peccati, nec odore bono præditi sint qui nequitie foetorem posteris relinquant.* Aussi vos sacrifices, ô financiers, ont eu besoin, non de l'encens propre aux ceremonies de l'Eglise, mais du baume du temps, pour donner quelque bonne odeur à vos actions, & jouyr de l'huylle de douceur & de clemence de vostre Roy par le luminere, non du Soleil flambeau de l'Vniuers: mais du soleil mineral que vous auez tiré de ses sacrez tresors par l'artifice de vos entendemens.

Supposé donc pour fondement que l'or & l'argent, comme le refuge d'impunité, le passe-partout du monde, l'exil de la Iustice, pere de corruption, marque de perfidie, & l'aliment de malice, ont esté l'encensoir & la lumiere qui a donné le premier estre audit contract & pretendue abolition. Il est certain que tout ainsi que la Iustice comme douce mere a tousiours les portes ouuertes de son temple, pour receuoir la plainte de ceux qui iniustement sont offencez, surprins & circonuenus, conformemēt aux loix des Romains, & saintes ordonnances de nos Roys, qui ont créé des Iuges pour restituer toutes personnes qui ont esté deceuz, trompez & lezez, soit en partie ou de moitié de iuste prix, suiuant la qualité du fait & des personnes: aussi à plus forte raison auourd'huy le Roy, pere & protecteur de ce temple de Iustice, doit estre receu à se plaindre de ladite circonuention, voire en rechercher vne punitiō exemplaire comme d'une perfidie commise par ses propres subiects & officiers, enuers leur Souuerain, leur Roy & Bienfauteur.

Car la lezion & surprise est nonseulement manifeste: mais le dol, fraude & larcin desdits officiers comptables,

B ij

qui ont traité & contracté avec la Majesté, tellement verifié, que Beaufort fera voir que ledit cōtract, sous le nom d'abolition, est nul & de nul effect, & ne peut servir que de conuiction ausdits officiers de finance coupables.

Et pour preuue de ce, premierement sera iustificié que dudit million de liures promis à la Majesté par lesdits officiers de finance, pour la reuocation de ladite Chambre de Justice, sans lequel ladite abolition ne s'en fust ensuiuie, il n'est entré en ses coffres en deniers clairs cent mil liures, & neantmoins qu'il a esté imposé douze cens mil liures: non que Beaufort vueille s'informer des secrets du Prince, ny entrer en la cognoissance & speculation de ses liberalitez, scachant bien qu'il ne faut legerement penetrer dans le secret des Dieux: mais pour faire cognoistre comme ils ont encores en ce subiet rapporté vn grandissime profit par les compositions, qui sur ce ont esté faites, contre les saintes intentions du Roy, & au preiudice du traité qui est non-seulement vne lezion monstrueuse, mais vne ouuerture de tres-pernicieux exemple & dangereuse consequence.

Outre ce, que tous les plus grands officiers comptables qui sont denoncez par Beaufort, se sont liberez & exemptez du payement de leurs taxes, pour en charger iniustement les officiers innocens, les vefues & les orfelins, qui est proprement parler, *Ex turpissimo & insolenti lucro animum & animam damnare, regnum & rempublicam prostituere, pauperem flagellare, in ipsius iustitiae sacratissimo templo tyrannidis circuminstituere, & in illo impunitatis altare, & anchoram tanquam peccandi illecebram cingere.* Et consequemment que ladite pretendue abolition est non-seulement odieuse & sans exemple, mais rend lesdits officiers de finance coupables, indignes & incapables de s'en pouuoir iamais seruir.

En second lieu, c'est vne abolition en cognoissance de cause, laquelle estant prinse à la rigueur de la lettre ne sera entendue que de *expressis, nam ad substantialia omissa non extenditur rescriptum.* Or en l'abolition n'est faite aucune specification du simple de faux recellé à la Majesté, comme
irremissible:

irremissible : aussi que tels crimes cōmis sur les deniers sacrez du tresor public est si execrable , que c'est chose sans exēple que telles lettres puissent passer au seau cōsequēment comme subrepticement obtenuēs & poursuivies ne peuvent servir aux officiers de finance coupables : considéré que quand ainsi seroit , que par surprinse ou importunité elles eussent esté sellées , les Procureurs generaux empescheroiēt formellement l'enregistrement & verification , tant pour la restitution des droicts du Roy & exemple public , que pour l'importance du crime de faux , ainsi qu'il a esté fait par Monsieur le Procureur general de la Chambre , suivant les protestations par luy faites à la verification de l'Edict pour le simple des faux employs.

Mais tout ainsi que nos Roys ont acquis le tiltre de Treschrestiens pour avoir esté les fideles observateurs & sincerest protecteurs de la religion Catholique , aussi ont-ils succedé au nom de Iustes , comme ayans regné par la Iustice , & vrayement recogneu avec Pindare , qu'elle est la royne des mortels & immortels.

A ce propos le sage Homere nous a laissé par escript que les Princes & les Roys ont receu de Iupiter , comme en deposit , les sainctes Loix & droicts sacrez , qu'ils appellent *oimias* , pour monstrier qu'ils sont non seulement les peres & conserveurs des loix , mais qu'ils se doiuent prendre garde , voire enioindre à leurs officiers , que la Iustice ne soit aucunement alteree , ny leurs ordonnances enfraintes par quelque cause & pretexte que ce soit.

Les anciens roys d'Ægypte , comme recite Diodore , faisoient iurer leurs Iuges à leur reception & installation , que quand ils ordonneroient quelque chose iniuste , ils ne la veriferoient & executeroient à peine de priuation de leurs charges.

Le Roy Antiochus III. escriuit aux villes & Iuges souverains de son obeissance , que s'il leur mandoit de faire quelque chose qui fust contraire aux loix , ils n'y obeissent , comme capables de iuger , s'il auoit esté circon-

C

uenu en l'expedition des lettres. Or les officiers de finance coupables, doiuent considerer que nos Roys ont encor en plus grande estime leur conscience, l'observation de la Iustice, & entretenement de leurs loix, que ces Payens: aussi par plusieurs ordonnances ont-ils voulu, & enioint à leurs officiers aux crimes ou affaires d'importance, de n'auoir aucun esgard aux lettres qui seront obtenues & impetrees par importunité & contre le droit: à plus forte raison, celles qui sont poursuiuies, *per sordes*, comme la pretendue abolition des officiers de finance, ainsi que Beaufort a representé cy dessus. Tellement que pour conclurre ce poinct, *posito*, que l'abolition soit receüe, ce qu'elle ne peut par les raisons susdites, il s'ensuit qu'il y a lieu de poursuite cõtre lesdits officiers de finance coupables, pour ledit simple de faux recelé à sa Majesté, pour n'estre comprins en icelle en quelque sorte & maniere que lesdits officiers de finance le puissent entendre & interpreter, & consequemment que telle abolition seruant plustost de cõuiction que de iustification, ne doit empescher qu'il ne soit passé outre à la preuue des denonciations contre eux faites, & à faire.

Or lesdits officiers de finance, apres la representation de la force de leur pretendue abolition en leurs premieres remonstrances se plaignent de Beaufort, de ce qu'au preiudice d'icelle il a donné sa requeste, aux fins que'n attendant vne Chambre de Iustice promise par sa Majesté à la requisition des Estats generaux, pour ne laisser deperir les preuues il soit receu à denoncer grandes & notables sommes du simple recellé par faux employz passez és cõptes rendus par plusieurs des principaux receueurs comptables, dont les instructions se feront aux fins ciuiles seulement.

Ils se plaignent aussi que toutes choses ont esté faites & practiquees par Beaufort contre tout ordre de Iustice, & contre les formes. Il promet donc aujourd'huy non seulement vne exacte obseruation de l'ordre Iudiciaire,

mais vne suite curieuse des formes de la Iustice, & faire voir aux auteurs des libelles & au general de la France, que ses denonciatiōs sont conformes à l'intention du Roy, aux loix de tout temps obseruees & ordonnances du Royaume.

Mais tout ainsi que les officiers de finance coupables ont fait imprimer des libelles diffamatoires sous le tiltre specieux de remonstrances, contre Beaufort, pour le rendre odieux à Dieu, au Roy, & à la Iustice, il est obligé pareillement de faire imprimer ses iustes defenses, pour faire voir au public qu'il est fort homme de bien, les motifs de sa requeste, les raisons qu'il a en ses legitimes poursuites, auxquelles consiste le subiet de sa denonciation, & respondre aux friuoles paroles & obiections des parties, lesquelles en general se peuent reduire en deux chefs, mesmes en ce qui touche les premieres remonstrances.

Le premier, que les officiers de finance sont fondez en ^{obiections} ^{des offi-} ^{ciers de} ^{finance.} abolition, ainsi que dit est, par laquelle les faux employz ont esté couverts & abolis, le Roy s'estant restrainct à la recherche de quatre cas, tellement que la denonciation de Beaufort, n'estant desdits quatre cas reservez, il est non receuable.

En second lieu, que quand il y faudroit receuoir pour denonciateur ledit Beaufort, il ne doit estre ouy, parce que tous les acquits ont passé entre ses mains, qu'il a peu retirer les bons & en mettre industrieusement de faux, au moyen dequoy non receuable, à tout le moins sans bailler caution.

Orre lesquelles obiections, à l'imitation des bons orateurs, pour conclurre que foy ne doit estre adjoustée, ils s'attaquent à sa personne, disant que c'est vn delateur infame, qui n'a autre contentement que le dommage d'autrui, que c'est vn desesperé qui n'a rien à perdre, intestable enuers les hommes qui font profession de probité, bref qui a fait banqueroute à Dieu, & à foy-mesme.

Ce sont les tiltres & qualitez desquelles l'on veut hon-

noter Beaufort en ces beaux libelles, mais l'auteur d'i-
 ceux quiconque soit, qui fait semblant de rechercher si
 curieusement les formes de la Iustice, ne les observe
 pas luy mesme; parce que la premiere maxime de droit
 est, de coter le nom & surnom des parties, leurs qualitez
 & domicilles, comme dit est: C'est pourquoy par disposi-
 tion de droit vn libelle ambigu qui est le principe de l'a-
 ction, est déclaré nul. A ce subiet Beaufort demande à l'au-
 theur ou aux officiers coupables qui ont baillé les memo-
 res pour dresser telles inuectiues, qui les a enseignez de vo-
 mir contre luy malicieusement lesdites iniures, dont ils le
 calomnient. Quel acte, quelle accusation, quel decret
 ou sentence portant infamie peut-on employer & produi-
 re contre luy & les siens pour seruir de preuue? *Nulla enim
 lege vnquam licuit, indicta causa quemquam damnare, ne iustitia in
 iniuriam vertatur, & nocentium & innocentium par sit conditio.*
 En quoy la consolation de Beaufort sera de se représenter
 le dire de l'Empereur Theod. *Si opprobrium ex leuitate proces-
 serit, negligendum; si feruore & infamia, condolendum; si ab iniuria,
 remittendum:* Donc si Beaufort est infame en la bouche des
 mechans, c'est vn tesmoignage que sa vertu & son coura-
 ge est recogneu en la bouche des bons, qui luy rendront
 tousiours les louanges que peuent meriter vne si genereu-
 se, vtile & profitable resolution, & l'assisteront en vne si
 sainte deliberation, pour la conduire à son heureuse fin à
 la confusion des mechans, consolation des bons, soulage-
 ment du peuple, repos de l'Estat, & gloire du Royaume.
 Et ce qui console Beaufort, c'est que puis que sa repu-
 tation est telle enuers les officiers de finance coupables,
 ils se doiuent resiouyr, de ce que puis qu'il est si misera-
 ble comme ils l'estiment, il n'entreprendra & n'atten-
 tera à la corruption des Iuges, ne recherchera grace
 ny abolition pour ses mesfaits, comme lesdits officiers
 de finance; ains viura content en sa petite fortune, & en la
 gloire de faire voir à tout le monde la verité de ses denon-
 ciations.

Beaufort

Beaufort dōc somme les auteurs des libelles de se nommer avec leurs adherans, pour voir & iuger s'ils ne sont personnes plus infames & intestables que luy, autrement requiert que telles iniures soient reiettees, & tels libelles sans nom, lacerez & biffez. *Leges enim malos erui iubent non abscondi, confessos damnari præscribunt non absolui, hoc Senatus-consulta, hoc Principum mandata, hoc Imperij placita definiunt.* Sur quoy Beaufort proteste d'implorer le soleil de Iustice, pour dissiper tous ces nuages que les financiers ont causé pour couvrir leur mauuaise administration, les faire reconnoistre pour ce qu'ils sont, & les poursuivre à la rigueur des ordon. Ce que seruira de response à toutes les iniures.

Venant donc aux obiections contenues tant aux premières remonstrances, que aux raisons des secondes, auāt qu'y respondre, ledit Beaufort suppose quatre fondements infailibles.

*Quatre
fondemēs
generaux
establis
par Beau-
fort.*

Le premier, que dans les trois corps des Estats generaux assemblez en ladite ville de Paris, on n'a veu depute de province, qui n'eust son cahier rempli des demandes, & iustes requisitions contre les larcins & maluersations commises au fait des finances, pour monstrier comme les plaintes publiques des prouinces, marques infailibles de la voix du peuple, & consequemment de Dieu, sont iointes & vnies aux legitimes poursuites de Beaufort: Ce qui auroit occasionné sa Majesté, qui comme le Soleil, est pere commun à tous les subiets, & qui regarde les choses, non les personnes, d'accorder & promettre ausdits Estats vne Chambre de Iustice.

*I.
plainte
generale
des Estats.*

Le second, qu'il faut qu'on demeure d'accord, cōme generalement les denonciateurs de tout temps ont esté receus aux Estats & Republiques bien ordonnees, voire recompensez par l'institution de la loy Papia: & specialemēt en ce Royaume, où ils ont esté ouys, non seulement aux maluersations qui se commettent au fait des finances, mais aux abus faits en la police: ainsi qu'appert par les ordōnances de Charles I X. chap. 3. Aux vsures, où ils ont le quart.

*2.
denoncia-
teurs de
tout tēps
receus.*

D

Par les ordonnances de Philippes I V. en l'an 1311. & Loys XII. en l'an 1510. Aux monnoyes, par l'ordonnance de Henry II. en Novembre, 1548. Henry III. à Poitiers, en Septembre, 1577. Et spécialement aux crimes de peculat, & de faux, comme sacrileges & larcins les plus dangereux d'un Estat; par les ordonnances de François I. en Mars, 1545. De Charles IX. à Villiers-Costereft, le 8. Aoust, 1566. où se void par expres que les officiers de finance ayant attété contre vn denonciateur, nommé Antoine Ioulet, pour empecher le cours de la Iustice sur ses denonciations, sa Majesté en son Conseil auroit condamné tous les officiers de finance en corps solidairement, en trois cents mil livres enuers sa femme & enfans, au cas qu'il arriuaft faute de la personne dudit Ioulet, outre laquelle ordonnance, le feu Roy d'heureuse memoire, reçoit tous denonciateurs, par sa declaration particuliere du 28. May, 1597. Par Edict de l'establissement de la Chambre de Iustice, du mois de Ianuier, 1607. & plus particulierement encores par lettres patentes du 25. Octobre, 1609. & par la declaration du Roy, du 8. Aoust, 1611. Tellement que Beaufort ne peut estre reietté, tant comme cy deuant receu en la Chambre de Iustice, que comme denonçant de nouveau en vertu desdites declarations, arrests de la Chambre des Comptes & du Conseil, aussi que sa vie & ses actions ont esté si curieusement recherchees, que si ses enemis eussent trouué quelque subiet de plainte par corruption de tesmoins ou autrement, il y a long temps qu'il eust esté ruiné, & les presentes poursuites esteintes, tesmoin la plainte prattiquée & recherchee de Bouuot contre iceluy Beaufort, sur laquelle d'un an & dauantage l'on n'a peu trouuer tesmoins pour obtenir vn decret, dont sera cy apres parlé.

3. *Procureurs généraux obligés de poursuivre la ve- rité ou* Le troisieme fondement sera pris de ce que quand ain- si seroit, ce que non, que la vie de Beaufort fust déplorable, *corps*, qu'il a publiquement denoncé, tout Iuge est obligé d'informer exactement du fait de sa denonciation, voire en cas de conniuece contraindre le Procureur de sa Majesté

d'affister la poursuite pour l'intereſt public, ſuiuãt l'ordon-^{faulſetê}
nance de François I. en l'an 1514. ſoit pour faire le procez ^{des denõ-}
aux denoncez, ou pour le chaſtiment du denonciateur. ^{ciations.}

Le quatrieſme fondement ſera pris de ce qu'il eſt cer- 4.
tain & indubitable, que la Juſtice & la verité ſont tellemẽt ^{Que les}
relatifs, que l'un ne peut eſtre ſans l'autre, tellement que ſi ^{lettres}
la verité manque a quelque eſſet de Juſtice, l'acte non ſeu- ^{d'abolitiõ}
lement eſt nul, mais de pernicioeux exemple, c'eſt l'occaſiõ ^{ſont ob-}
que par la diſpoſition de droit ciuil & canon, toutes let- ^{reptices.}
tres & reſcripts du Prince obrepticement & ſubrepticemẽt
obtenus, ſont nuls & de nul eſſet: donc ſi l'on doit eſtre
veritable aux eſſets de la Juſtice, à plus forte raiſon à ceux
où la clemence & miſericorde viennent à violenter & op-
primer les regles de la Juſtice, parce qu'on ne peut pardon-
ner que les choſes humblement & veritablement requiſes,
entant que la loy n'a autre guide que la verité. Car ſi les
premieres ſemences que la nature nous a diſtribuees, ſont
la pieté, la vertu, & la verité, il ne faut eſtre tellement obſti-
né en la ſuite de l'impieté & du vice, que par eſſets con-
traires, d'abord l'on donne la cognoiſſance d'une hypocri-
ſie & diſſimulation, d'une malice deliberee, & d'une in-
gratitude reſoluë, afin que l'on ne ſoit déclaré deſcheu de
la grace & du benefice receu.

Venant donc à la premiere obiection, les officiers de ^{Reſponſe}
finance qui n'ont autre refuge qu'à l'ignominie de leur a- ^{aux obie-}
bolition, diſent que le ſimple recelé de faux employz, & ^{Etions.}
faux acquits, eſt veritablement compris en icelle, & conſe-
quemment Beaufort non receuable.

C'eſt donc maintenant que Beaufort reſpondant à ladi-
te obiection, veut faire voir premierement, que lès offi-
ciers de finance n'ont jamais obſerué les formes de la Juſti-
ce, que le crime de ſimple de faux, (quand ainſi ſeroit que
l'abolition auroit lieu) n'y peut eſtre compris en quelque
forte & maniere que leſdits officiers de finance le puiſſent
prendre & interpreter.

Pour preuue du premier chef, par l'ordonnance de Loys

Financiers
n'ont ja-
mais ob-
servé les
formes de
Justice.

XII. de l'an 1498. est dit, que tous porteurs d'abolition, remission & pardon sont tenus de presenter leurs lettres en ingement, pour en estre fait lecture en leurs presences teste nue & à genoux. Or au lieu de ce faire, qui sont ceux d'entre les financiers qui ont particulièrement déclaré se vouloir servir de l'abolition? *Nam beneficium non datur inuito.* Apres, qui sont ceux d'entre eux qui se sont volontairement deferez, declarez, & fait les restitutions portees & contenues aux declarations des anneés six cents neuf, & six cents vnze, donc si les officiers de finance, ont mesprisé l'effect, la force, & l'energie de ladite abolition, & les delaiz contenus esdites declarations, pourquoy aujourdhuy la Justice veut elle autoriser leur desobeissance? Pourquoy favoriser leur ingratitude, autoriser leur mespris, & donner quelque exemple d'impunité? Pourquoy au preiudice du Roy, bien de l'Estat, & reglement de la Justice, on veut introduire vne nouvelle forme, exempter lesdits officiers de finance coupables de la presentation & verification de ladite abolition, & leur faire plus de grace qu'ils n'ont requis? Au moyen dequoy à bonne & iuste cause Beaufort soustient que puis que lesdits officiers de finance n'ont déclaré se vouloir servir de ladite abolition, ne se sont presentez en Justice à genoux suivant ladite ordonnance pour l'entherinement d'icelle, & n'ont volontairement fait les restitutions susdites. Qu'ils en sont non seulement indignes, mais doiuent estre entierement descheus de la grace d'icelle, suivant lesdites lettres patentes du 8. Aoust, 607. & 25. Octobre, 609. & la pernicieuse consequence & ouuerture que ce seroit à tous criminels. D'où s'ensuit que le procez leur doit estre fait & parfait, tout ainsi qu'auparauant ladite abolition.

Abolitions
generales
nulles.

C'est vne maxime indubitable que les abolitions generalement conceues pour crimes particuliers & personnels, sont nulles & de nul effect, tant par ce que l'excez & vice du meschant demeure couuert sous l'innocence des bons, aussi que le Roy ne peut scauoir par telles lettres generales à qui

à qui il a pardonné, ny quels crimes il abolist, & les Cours de Parlement en ces rencontres se contentent de vérifier nuëment les lettres. Cela a esté tesmoigné par l'enregistrement d'abolition, dont est question, fait en la Cour de Parlement à Paris, duquel appert comme la Cour ordonne simplement la publication & enregistrement des lettres: mais ne dit pas pour en iouyr par les officiers de finance, ny à quelles personnes elles sont vtilles, parce que les crimes estans personnels, il est raisonnable que chacun sçache & reconnoisse avec la grace speciale du Roy, celle de la Cour, & c'est comme ladite abolition peut servir de quelque grace en general à tous les officiers de finance: mais de droit, quand quelqu'un en particulier est denoncé, c'est à luy s'il reconnoist avoir delinqué, de demander & supplier la Cour de le recevoir à jouyr du benefice d'abolition, pour apres estre iugé si c'est vn des faits compris en icelle, ou non. Car à toutes fins la denonciation estant veritable, tousiours le denonciateur gagne son quart, à luy attribué par les ordonnances & lettres patentes de sa Majesté, afin qu'il reste quelque caractere de punition du mal, & soit vn doux chastiment pour servir d'exemple & de terreur à l'aduenir de ne rechoir en semblables fautes: le denoncé estant assez recompensé d'estre exempt de la peine & des amendes par le benefice d'abolition.

Et pour preuue de ce, l'abolition des financiers n'est plus priuilegee quel'Edit d'Amnestie publié apres les troubles, & neantmoins si quel qu'un se trouué auoir delinqué, ou fait tort à son prochain, il est mis en Iustice, & s'il se veut servir de l'Edit, remonstre que c'est vn fait aboly, & la partie aduerse dit ses raisons au contraire, & fait ses poursuites en la forme ordinaire & prescrite. Or si tel ordre iudiciaire s'obserue contre vn Edit general d'Amnestie, sera-t'il dit aujourd huy que les portes de la Iustice soiēt fermées contre les peculats & larcins des financiers? Que la Iustice qui est la pierre la plus precieuse des Royaumes, le fondement

E

de la paix, le repos du peuple, le tresor & l'appuy de la cité, l'heritage des hommes, la colonne de verité, la terreur du méfonge, & l'image de la beatitude: soit l'azille des méchants, le manteau des perfides, le refuge des criminels, & le recours de ceux qui ont ouuertement pillé leur patrie, l'Estat & le Royaume? Non non, ô financiers, donnez du lustre à vos actions tant qu'il vous plaira, vostre hypocrisie sera toujours iugée mere de tyrannie, nourrice de misere, & cause efficiente de pauvreté: l'on y recognoistra à l'exterieur les plumes d'un Paon, mais considerant vos extractions, vos origines, vostre proceder, vos consciences, l'on n'y trouuera autre chose que du terrestre, le vice caché sous l'apparence de vertu, des maisons esleues des despoüilles des particuliers, comme le champignon en un matin, & en fin vne corneille d'Horace qui volle par les plumes d'autrui.

Il faut donc conclurre qu'il est expedient, que parmy la clemence il y ait quelque espece de seuerité & de lustice, afin que le Prince soit plus sainctement recogneu, le Royaume regi & administré avec plus de candeur & de fidelité: & les crimes ennemis de vertu chastiez & punis. Car defendre la recherche des crimes, c'est approuuer qu'ils se doiuent commettre si on ne les chastie estans commis, c'est flatter les meschans au lieu de les gourmander, & comme mauuaises plantes les trancher en leur racine. *Regis disciplina rigor mansuetudinem & mansuetudo ornet rigorem, & sic alterum commendatur ab altero, ut nec rigor sit rigarus, nec mansuetudo dissoluta*, disoit sainct Gregoire.

Monseigneur le Chancelier a fait voir au public pour exemple, comme ces abolitions generales sont inutiles, ayant desiré que l'abolition qui fut accordée par sa Majesté en faueur des habitans de la ville de Languonné en Vivarais, accusez de quelques mouuements contre les habitans de la ville de Pradelles, fut expediee, non sous le nom du syndic, bien que ce fut ville contre ville, & que toute la communauté eut participé au mal: moins encore sous le

nom des manans & habitans, mais sous les noms particuliers de tous ceux qui auoient assisté à l'acte & participé à l'excez. A cest effect l'abolition a esté expediee sous les noms & surnoms de plus de soixante, pour l'entherinemēt de laquelle tous en singulier ont esté cōtraints se presenter en la Cour de Parlement de Thoulouze, où estans en estat, apres auoir declaré qu'ils s'en vouloient aider, auroient esté punis en amendes plus ou moins, suiuant les plaintes, accusations & informations produittes.

Or pourquoy donc, ô financiers, n'observez-vous les mesmes formes? Pourquoy ne declarez-vous vos noms, vos crimes, en vos abolitions, puis que par ce defaut on les argue de nullité & de surprise? Pourquoy voulez-vous violenter l'intention du Roy, opprimer la Iustice de son Conseil & de ses Parlements, faute d'observation des ordonnances, & vous dire subiets du Roy, & ne suiure les loix de son Royaume? Pourquoy ne voulez-vous distinguer le iuste & l'iniuste? Pensez-vous qu'en reestablisie pour recompense de vos crimes vne nouvelle Iurisprudence? A la verité pour la cognoissance de vos nouvelles ruzes, artifices, palliations, deguisements, & larcins publics avec les peines conuenables, vn nouveau tiltre y seroit necessaire, pour estre le mal au dernier degré, & seroit exercer en vous vn acte de Iustice, & non vous opprimer, rendre au Roy & au public vn signalé seruice, & laisser à la posterité vne marque d'immortalité, & en cest acte veritablement se recognoistroit la distinction qu'il y a entre la clemence & la Iustice. Car l'vne nous est donnee par la loy de nature exercee & pratquee par les Roys, Princes, & Souuerains, mais l'autre vient de la main de Dieu, & exercee par les Magistrats qui sont les yeux du Royaume, pour monstrier que l'vne vient de la terre, mais l'autre du ciel, & consequēment qu'elle ne peut apporter que la liberte du corps; mais la Iustice distribue à chacun ce qui luy appartient, pour la recognoissance du Roy, satisfaction du public, & restitution de l'iniure & dommage fait à autrui.

E ij

Resp. à la premiere obiection. Donc ces fondemens generaux ainsi establis, Beaufort respond à l'obiection, que l'allegation de ladite abolition, n'est vne fin de non receuoir, pour les nullitez susdites, aussi qu'il y grande difference entre vne abolition & vne chose iugée: Car en droit, à la verité, *Exceptio rei iudicate dicitur peremptoria ob vim & auctoritatem rerum iudicatarum.* Mais que vne abolition ait la force d'une chose iugée, la pratique en ce n'en est encores receüe en ce Royaume, tant parce que ce seroit en fraude du Roy, que contre l'ordre iudiciaire, qui permet aux parties d'alleguer & prouuer les moyens d'obreption & subreption suiuant les ordonnances, & consequemment telle obiection, comme absurde, non receuable.

Que le simple de faux ne peut estre compris en l'abolition. Reste donc le secōd chef de l'obiection, qui est de prouuer comme le simple de faux ne peut estre compris en l'abolition, moins estre legitiment aboly, & consequemment monstrier qu'en quelque sorte & maniere qu'on puisse prendre l'abolition, ne peut seruir aux officiers de finance.

Pour l'intelligence de ce second chef, faut entendre que c'est que simple de faux, & simple recelé, les choses estans mieux entendues & comprises par leurs definitions.

Le simple de faux donc s'entend des deniers simplement prins à sa Majesté, dont elle s'est simplement reserue la recherche & restitution. Et le simple recelé est de tous deniers retenus qui deuoient directement entrer és coffres de sa Majesté, les autres n'estans reputez simple, d'autant qu'ils appartiennent aux particuliers assignez & interressez.

Simple de faux ne peut estre aboly. Or ledit simple de faux s'appelle proprement peculat, qui se prend generalement pour tout larcin de la finance du Roy & sacré tresor public, lequel crime est si important que les auteurs en sont punis exemplairement comme sacrileges, & non seulement les auteurs, mais voire tous ceux qui ont sciemment aidé & participé ausdits larcins, suiuant les ordonnances de Charles VIII. & François I. C'est pourquoy ne s'abolit iamais, ainsi qu'a esté sainctement & prudem-

prudemment tesmoigné par ledit seigneur de Sillery, au sacre du Roy à Reims, où il prohiba de receuoir aucun criminel au benefice de la grace, qui s'accuseroit d'un crime de faux, à plus forte raison du crime de peculat.

Les Romains l'ont aussi obserué suiuant la constitution de Valentinian l'Emp. en la loy *Fallaciter. §. fin. C. de abol.* où il est dit notamment que, *Abolitio non datur in Violata Majestate, patria oppugnata aut prodita peculatos admissio, & sacramentis desertis.* La raison est, parce que le crime de peculat, est souuent la premiere cause & le genre de tous les autres crimes, d'autant que si le crime de leze Majesté ne s'y trouue au premier chef, il s'y rencôtre indirectement au secôd chef: c'est à dire, que le larcin des deniers publics, estant vn crime de leze Majesté diuine comme sacrilege, *Sacrum enim esse ararium Principis nemo ambigit.* Il est encores vn crime de leze Majesté humaine, entant que tels larcins & substractions de deniers causent le renuersement de l'Estat, la diuision des subiers, la ruine & desolation des peuples, & en fin la desobeissance & rebellion à leur Souuerain, qui est vn crime de leze Majesté.

Outre ce, lesdits officiers de finance ne peuuent defnier qu'ils ne soient officiers de Roy, & comme tels qu'ils n'ayent presté le serment de bien, fidèlement, & loyallément seruir le Roy en ses finances, d'observer les ordonnances, & les loix du Royaume sur ce faites, au preiudice duquel serment ayant commis mille faulsetez & larcins, s'enfuit qu'ils sont non seulement atteints dudit crime de peculat, mais de pariures infames & deserteurs de leur serment & consequemment indignes d'abolition.

Aussi les Docteurs tiennent ceste maxime pour l'horreur du crime de peculat & de faux, que *In generali abolitione peculatus & falsi crimen nunquam comprehenduntur, vt Modestinus, in l. Lucius. ff. ad turpill.* L'Empereur Theodose, in l. 3. C. de Episc. aud. & fel. in cap. interdilectos. colum. 4. num. 6.

Non que Beaufort vueille restraindre les bras & la puissance de sa Maiesté & donner des bornes à sa clemence:

Car il n'ignore pas que c'est l'Astre favorable qui le guide & conferue en son Royaume, qu'il vaut mieux pardonner que punir, que c'est le feu & la chaleur naturelle qui seconderemēt donne la nourriture à ses subiets. Mais aussi il presente qu'il est expedient de se prendre garde, *Ne nimia clementia sit alimentum sceleris. Nam clementia nisi in innocentium poenas se ostendet, fit seua crudelitas.* Au moyen dequoy, quand ainsi seroit que l'abolition auroit lieu pour ce crime (ce qui ne peut estre) iamaïs on n'a veu encores en France abolition esteindre la restitution & l'action, *Repetundarum & de residuis*, & specialement ce qui a esté fait, & commis depuis l'abolition, dautant que telle recherche est si priuilegee, *que transit in heredes*, & se peut poursuiure iusques à la quatriesme generation, parce que le Roy, le public, & les particuliers y sont interessez. La raison en est renduë par le *Iurisc. Vlp. in lege quod diximus. §. fin. de eo quod met.* où il dit, *que quod turpiter & scelerate questum est, ad compendium heredis non debet pertinere.* Et le doctre Theodoret le confirme, quand il interprete ce passage de l'Exode, *Patres comederunt Vuam acerbam, & dentes filiorum obstupuerunt.* Au moyen dequoy en quelque sorte & maniere que les finâciers le puissent prendre iouyssans de la grace, sont tousiours obligez à la restitution, & par la loy de Dieu, & par la loy des hommes.

La Chambre mesme l'a aussi sainctement preiugé, non obstant la pretendue abolition, tant au fait de Garrault, que contre du Tremblay, les ayans condamnez à la restitution du simple de faux: ainsi que plus amplement a esté iustifié par Beaufort en vn autre petit traitté fait sur ce subiet.

Respon
se à la der-
niere ob-
iection. Reste donc seulement la derniere obiection, par laquelle lesdits officiers de finance disent, que Beaufort ne doit estre ouy, parce que tous les acquits ont passé entre ses mains, qu'il a peu retirer les bons, & en mettre de faux, & consequemment non receuable.

Beaufort pour la preuue de la negatiue employe la forme de proceder du Conseil: car premierement le feu Roy

ayant recogneu l'importance & la verité de ses denoncia-
tions, pour estre fidellement examinees & sincerement re-
cherchees, luy ordonna pour Commissaires, Monsieur le
President Ianin intendant de ses finances, vray Radaman-
te incorruptible en Iustice, pere & protecteur des loix du
Royaume, en la presence duquel tousiours ledit Beaufort
a veu les acquits, ou en son absence, en la presence de Mon-
sieur Dreux lors Procureur general en la Cambre, ou de
Monsieur de Niuelet Auditeur des comptes, Commissaire
deputé par ladite Chambre pour exhiber par ses mains les
acquits contentieux audit Beaufort.

Après, ledit sieur President Ianin, ne pouuant ordinairement vacquer à telle recherche, Messieurs de Villegagnon, de Royssi & Merault tous Conseillers d'Estat, Maistres des requestes ordinaires de son Hostel, trois luminaires de ceste venerable compagnie, par lettres patentes expressees de sa Maiesté, furent ordonnez pour Commissaires en ladite recherche de simple de faux, en la presence desquels, ou de l'un d'eux, les acquits ont esté tousiours representez audit Beaufort, ou bien à l'assistâce desdits sieurs Procureur general & Niuelet: tellement que d'entrer par les financiers en ceste opinion d'alteration ou changement d'acquits en la presence des demi-Dieux du Conseil, ce seroit vn crime exemplairement punissable: *Nihil enim in tali honore temeraria cogitatione presumendum est*, comme disoit l'Empereur Theod. Cest pourquoy Beaufort ne fera plus ample response à la susdite objection, *Quidquid enim ex inuidia dicitur, veritas non putatur*, & se contentera de conclurre les presentes responses sur les premieres remonstrances avec vne sentence d'Arnothe *aduersus gentes*. *Dicimur sceleratissimi & vos quia dicimur eruere minime curatis, ergo aut eruite si creditis, aut nolite credere quia non eruistis*.

Quant aux secondes remonstrances, ores qu'elles soient ^{Response} faites d'autre air, & par autre esprit que les premieres, ^{aux secon} comme ayans en apparence des conceptions plus releuees: ^{si des remon-} est-ce que la verité estant la main droicte de l'Orateur, la ^{strances,}

raison & la loy ses aïsses, & le bien public sa fin, & tels discours estans contraires à la verité, repugnant à la loy & liberté publique, fera cognoistre qu'il y a du fiel dans le miel de telles parolles, & plus d'aigreur que de douceur dans l'ame de celuy qui les a conceües.

L'esprit de l'homme bien qu'il n'aye point de bornes en son estenduë, & le bien dire ores qu'il aye quelque espece d'autorité royalle, selon Platon, veu qu'il entreprend la suafine de ce qui est des appartenances de la Iustice & du gouvernement public, si est-ce que la verité est l'esprit qui doit animer son dire, & viuifier l'ame & le cœur des auditeurs, afin que les conceptions n'en soient iniustes, & ne soient iugees estre plus autorisees de la passion, que de la raison.

Il est certain que Dieu monstre l'exemple aux roys, d'adoucir plusieurs fois la rigueur des loix, & qu'il est expedient aux Monarques, Princes & Souuerains d'yser de clemence pour s'accommoder aux loix de la nature & charité Chrestienne. Que le feu roy pour faire cognoistre les effects de sa debonnaireté, & qu'il estoit plus humain que rigoureux obseruateur de ses loix, comme Dieu fait souuent des miracles par l'intercession des saints; aussi à la priere de la Royne sa fidelle compagne, & l'ange du royaume, fit vn miracle en l'abolition des financiers, en leur donnant la vie au lieu qu'ils meritoient la mort, en les deliurant des chesnes de la Iustice, au lieu qu'ils en estoient non seulement esclaués, mais subiets à mille tourments & ignominies.

Ces crimes ont tousiours besoin de couuerture & de refuge: aussi les financiers estoient necessitez obtenir pardon de leurs larcins par telle intercession, comme la plus pressante enuers le roy. Mais, ô impudens, au lieu de rendre graces immortelles à Dieu, au Roy, & à la Royne, avec toute sorte de submission, d'humilité, & de reuerence, Est-ce à vous de pallier vos crimes par telle raison? *Afin de luy acquerir, dictes-vous, la bienueillance d'un si grand nombre d'officiers,*

ficiers, & l'obliger davantage à maintenir vne loy qui auoit esté faite à sa priere. O ingrats! comme si le vice se pardonnoit pour acquerir vos bienueillances. Entendez-vous par ces paroles donner de la crainte au Roy, qui vous a esleuez & rendus tels que vous estes? A la verité vous tesmoignez que la trop grande misericorde se conuertit en misere, à ce-luy qui l'exerce avec excez, & que le Roy en pardonnant trop n'adoucit les vices, mais les aigrit: car il n'y a rien qui rende moins vn homme excusable, que d'auoir esté souuēt excusé: & neantmoins aujourd'huy vous vsez de menaces.

Mais on vous demande, Estes vous subiets ou libres? Estes-vous liguez, partisans ou mal-contens? Estes-vous amis, aliez ou confederez de la Couronne? Car pour acquerir vos bienueillances cōme subiets & non libres; vous deuez naturellement obeissance, vos vies & fortunes à vostre Roy: & encores nonseulement comme subiets, mais comme officiers obligez par serment particulier d'exploiter toutes sortes d'œuvres recommandables pour le bien de son seruice, soulagement de ses subiets, & aduancemēt de son Estat & chose publique. Or si vous estes liguez partisans ou mal-contens, on n'a besoin de vos bienueillances, car au contraire la bienueillance du Roy enuers vous & le public fera vous bailler des Iuges pleins d'integrité & de candeur pour faire vostre procez, non pour vos peculats & faulsetez seulement, mais comme criminels de leze Maiesté, sçachant que toutes liguez & coniurations contre son Roy, son Souuerain & bienfacteur, tombent au crime de leze Maiesté au second chef.

Mais si desirez vous monstrier estrangers, & traiter le Roy comme amis & confederez, à cause des grandes baronnies, seigneuries & palais qu'auuez acquis de ses propres deniers, en recompense d'auoir fait vn miracle en vous, qui est de vous auoir donné l'honneur & la vie, sorty de la pouffiere de vos estres, & de petits vermisseaux incapables d'offense, releuez comme des petits Cresus, dont vos enfans

G

tanquam ingentes videntur trepidare Tytos, à cause des grands honneurs & qualitez à vous liberalement conferees pour paroistre par dessus l'ordinaire. En ce cas, la bienveillance exemplaire du Roy sera veu qu'au lieu d'Ange de lumiere fauorables, vous estes changez en demons de tenebres pernicious, & crocodiles pleurans pour deuorer, vous reduire à vostre premier estre, & comme des Phaëtôs & Icares insolens, fondans vos aisles aux rayons du Soleil de Iustice, vous submerger dans l'abisme de vos crimes. Car croyez, ores que quelques vns pensent auoir eschapé le chastiment, & que la vengeance de Dieu ne soit tombee sur leurs testes, si est-ce pourtant qu'elle vient en fin, & les auteurs payent les peines deües à leur meschef, ou en leurs personnes, ou en celles de leurs enfans. Considerez qu'il faut tost ou tard, d'une façon ou d'autre, que le peché soit noyé dans le sang ou la mort du patient, puis que par là il a tant preiudicié au public, & à la Iustice: ayez donc recours derefnauant, ô financiers, à la misericorde & bienueillance de vostre Roy, & ne soyez si impudens & presomptueux de vous imaginer que le Roy face quelque chose pour la fin ou le bien de vos bienueillances, parce que de tout tēps elles sont recognees semblables aux caresses du chat, qui par faueur mord & esgratigne son maistre.

Vous dittes apres, que *vostre abolition venant de la main d'un tel Prince est vne loy escrite, qui doit estre sainte & inuio- lable à vn chacun, sans qu'il soit besoin de représenter les raisons sur lesquelles elle a esté fondée.*

A la verité on peut dire & nommer heureux, & plus que heureux le subiet qui se rend subiet aux plus seueres loix d'un Estat, pourueu que ce soit pour l'amour de son Prince: mais encores dauantage tres-heureuse la Republique & Monarchie qui rencontre des subiets obeissans aux loix ordonnees à sa vocation. Car cest vne action naturelle de porter respect & obeissance à la loy, tant parce quelle est l'image du superieur duquel elle est partie & nous oblige à ce quelle contient que pour estre la marque de la vo-

lonté expresse de celuy qui nous peut commander, ou pour le moins la regle qui nous guide au sentier de nostre deuoir. Consideré que la loy bien entendüe a principalement ceste propriété d'auoir esté donnée de Dieu, & suiuite des hommes pour seruir d'ordre aux actions humaines, à ce qu'elles ne se forlignent de la raison, & par ainsi ne sortent de l'estre del'humanité pour passer en la qualité & denomination brutale. Ainsi veritablement nous disons que toutes les operations de la vie vegetatiue ou sensitive qui s'exercent en nous sans l'entremise de la raison, nepeuvent estre dittes actions humaines, si nous voulons parler en termes propres, puis que telle appellation se doit prendre de la plus noble & principale partie qui soit en l'homme, & laquelle nous fait differer de tout autre animal.

La loy donc a son origine de la raison & de la volonté du Prince, que si elle se fait cognoistre en l'homme, & en la negociation des affaires par la parole, aussi peut elle faire le mesme par l'entremise des actions: de sorte que comme la loy nous est donnée pour executer ce qu'elle prescrit, aussi obeïssons-nous à la loy quand nous executons le contenu par la raison & force du commandement. Que s'il est vray que la parole peut restreindre, alterer & interpreter la loy, entant qu'elle luy est donnée pour mettre en euidence les conceptions de la raison, & les mouuemens les plus internes de l'homme, aussi ce mesme changement luy peut arriuer de la part des actions de l'homme, principalement lors qu'elles sont tellement multipliees, que par vne dangereuse habitude viennent à diminuer la force & l'effect de la loy.

Il faut donc que ie vous monstre, ô financiers, que vostre abolitiō ne se peut appeller loy, ny loy qui oblige, ny loy escrete, puis que si souuēt vous prenez improprement vostre abolition pour vne loy. Car premierement la loy est vn don de Dieu, le decret des sages, la regle des republiques, guide des citez, le chastiment de ceux qui sciemment contreueniennēt

& derogent à la loy: & la recompense des bons: ce qui ne se trouuera en l'abolition. Car toute grace & abolition est vn don & benefice du Prince, marque de la souueraineté, le refuge des criminels, l'image de desobeissance, le caractère de ceux qui ont volontairement contreuenue à la loy, le symbole de Iustice, & le tesmoignage d'un feu d'amour de son Prince pour la conseruation de son subiet, qui veut par clemence esteindre la rigueur de sa faute, pour la rendre capable d'amendement, & par ainsi ne pouuez donner le nom de loy à la grace qui vous dispense de la rigueur de la loy.

Après la loy est generale, propre & cōmune à tout l'Estat d'un Royaume, receüe par les subiets, autorisee & conseruee par les Magistrats: l'abolition au contraire particuliere, qui regarde seulement les indiuidus esclaves du peché & de la Iustice qui comme tels presentent leurs lettres à genoux, pour par ce degré d'humilité & confession litterale de leurs crimes, jouyr de la liberté promise par leurs lettres: aussi quand il y auroit lieu de donner aux abolitiōs le nom de loy (ce que nom) tousiours ne peuent prendre ceste denomination, *nisi ex post facto*, c'est à dire, qu'elles n'ayent passé par les formes ordonnees, & par la pierre de touche de la Iustice. D'où se peut manifestement conclure, que les officiers de finance mal à propos donnent le nom de loy à leur abolition. Et qu'au contraire veritablement on peut dire que leur chastiment & recherche doit estre vne loy inuiolable au Prince, à tout le moins iusques à l'entiere restitution.

Vous dittes après, ô financiers, *Qu'il n'est besoin de représenter les raisons sur lesquelles vostre abolition est fondée: Et que si on enfonçoit telles recherches, il falloit appeller à garand les ordinateurs.*

Messieurs, vous permettrez qu'on vous die que toute personne qui escrit, faut qu'il soit memoratif des allegatiōs precedentes, afin que les discours soient tellement vnīs & liez, qu'on n'y puisse remarquer aucune repugnance & contre-

contradiction. Cela ce dit parce que cy-dessus vous avez remonstré que vostre abolition deuoit estre entretenue & obseruee comme vne loy sacree, maintenant vous dittes qu'il ne se faut informer des raisons sur lesquelles vostre abolition est fondee: ce qui repugne non seulement à vostre dire, mais à la raison & à la loy, comme tellement relatifs que l'un ne peut estre sans l'autre. La raison est l'ame de la loy & l'esprit qui luy donne force & vertu, de laquelle vniuersellement vnchacun est informé: & consequemment ce seroit vne absurdité de dire qu'il ne soit permis de s'informer de la raison de vostre abolition, puis que vous avez tousiours crié & remonstré cy-dessus, qu'elle doit seruir de loy inuiolable.

A la verité on demeure d'accord qu'il n'est expedient d'éplucher les secrets du Prince, comme les reliques de l'Estat, auxquelles il ne faut toucher ny plus ny moins qu'à vne chose sainte & sacree. Mais il y a grande difference entre vne abolition & vn fait d'Estat, parce que l'abolition est semblable à la confession, & vne maxime d'Estat à vne chose si souverainement iugee, qu'il n'est permis s'informer du pourquoy ny de la raison, parce qu'on scaist que tout exemple qui est grand & important à la liberté, repos & conseruation du public, le plus souuent tient quelque chose à la desolation du particulier: ce qui fait qu'on se contente sans autre information, d'obeyr à la volonteé absoluë du Prince. Au contraire au fait d'abolition, ne se trouuera iamais qu'il ne soit ordonné s'informer exactement des raisons d'icelle, d'autant qu'elle est inutile sans estre entherinee, la poursuite duquel entherinement ne se fait sans vne preallable cognoissance de cause, speculation des raisons & motifs du Prince, & sans sur le tout suiure les loix, les ordonnances, & les formes prescrites par la Iustice.

Aussi à bonne & iuste cause l'on a dit que toute abolition est semblable à la confession: car tout ainsi que la confession si n'est entiere ne peut seruir à celuy qui la prononce que de condamnation: Pareillement aussi vne abolition

H

*Abolitio
semblable
à la con-
fession.*

si le fait n'est veritablement declaré & specifié, ou si l'on supprime ou pense couvrir au Prince quelques malefices & excez, il est certain que l'impetrant de telles abolitions est exemplairement puny pour auoit voulu surprendre & violenter la religion du Prince, & abuser de sa Iustice. Or de prendre vostre abolition pour vn fait d'Estat, & consequēment qu'il ne se faut informer des raisons d'icelle, c'est vne pure absurdité; aprenez s'il vous plaist qu'il n'y a rien de semblable, & que la liberté, le repos, & la conseruation du public & de l'Estat, sera vostre chastimēt: & la cognoissance de vos abus & maluerfations, la felicité & le bonheur du Royaume.

Mais ie croy, ô financiers, que quand vous parlez qu'il ne se faut informer des raisons de vostre abolition, c'est par enigme, & que par ces paroles vous voulez tacitement faire entendre qu'il ne faut penetrer aux secrettes raisons de vos vies & de vos actions, parce que vous iugez bien qu'estant exactement recherchees & confiderees, l'on y trouuera non seulement mille larcins & concussions, mais vos biens & vos fortunes acquises *per saltum*, comme les intruz aux benefices. Ce que vous tesmoignez quand vous dittes ces paroles marques de vos apprehensions. *Que ne deuez, porter la peine des desordres que la confusion des troubles du Royaume auoit produit, & que si l'on enfonçoit telles recherches il faudroit appeller à garand les ordonnateurs.* Desirant par icelles vous dispenser de recherche, soit pour couvrir vos malefices sous pretexte de desordre, soit par vos richesses immenses, en vertu desquelles vous trouuez des hommes si desnaturez qui canonisent vos iniustices, & autorisent le courretage de vos deportemens: soit que comme Dieux en vos maisons ou les idoles de la terre, vous croyez estre exempts de Iustice & de recherche, & ainsi estre plus que les Roys qui se soumettent à leurs Iustices, soit pour mettre en butte & en face les ordonnateurs, pour empescher sous le manteau de leur autorité qu'on ne vienne à l'espe- culation de vos vies, par ce moyen violenter le Roy & son

Conseil, entant que par le mot des ordonnateurs, semble que voudriez persuader & induire quelque mescontentement, sous pretexte des secretes impressions & sollicitatiōs d'vne recherche contre eux ou leurs heritiers : & par ainsi au preiudice du seruice du Roy, & de son Estat, estourdir vne si genereuse poursuite, & vn effect glorieux & remarquable de Iustice.

Sçachez donq, ô fianciers, que tant s'en faut que le soupçon en tombe seulement sur les ordonnateurs, qu'au contraire Beaufort offre verifien en ladite Chambre de Iustice pour plus d'un million de liures de faux acquits, qui ont esté faits depuis la mort de plusieurs Mareschaux de France, Maistres de Camp, Gouverneurs, Capitaines, Gentilhommes & autres, desquels l'on a non seulement contrefait & falsifié les seings, mais aussi des Princes du Sang: Tellement que ce seront les ordonnateurs ou leurs heritiers qui se ioindroient aux poursuites de Beaufort, tant pour releuer l'honneur & reputation de leurs ancestres, & faire voir les grandes & immenses sommes de deniers qui ont esté pillées & volées sous leur nom, que pour faire faire le procez ausdits officiers de finance.

Considérez donq comme pour ce chef vous ne pouuez vous dispenser de recherche, & que Beaufort prend ce fait pour vn des moyens, outre les susdits contre vostre abolition pour monstrier qu'elle est nulle, pour auoir supprimé au Roy & à son Conseil les larcins par vous commis, sous le nom desdits ordonnateurs.

Quant aux autres raisons alleguees par lesdits officiers de finance en leursdites remonstrances ne meritēt response, parce qu'elles tombent à la deprecation & compassion, laquelle n'a point de lieu au vray temple de Iustice. Car puis que par leur confession la raison est l'ame de la loy, la guide & conduite du Prince, comme celle qui modere toutes choses selon les temps, les lieux & les personnes, il faut iuger à la rigueur de la loy & de la raison, & non conformément aux frauduleuses apparences des officiers de finance.

H ij

Beaufort donc se remet aux raisons desdites aux réponses susdites, confirmées des plaintes publiques qu'on a veu & entendu à la tenuë des Estats, contre lesdits officiers de finance, vérifiées par les denonciations faites en la Chambre des comptes, iustificatives de leurs larcins & malversations, indecises faure de Iuges, & de l'establissement de ladite Chambre de Iustice: & approuvées par les loix & ordonnances du Royaume qui condamnent les faulxaires, que Beaufort a tousiours religieusement observé en la continuation de ses poursuites.

Pour conclusion, Beaufort est receu par les Edicts & ordonnances à faire ses denonciations, receu à les poursuivre suivant l'intention du Roy, ses lettres patentes & arrests de la Chambre pour la conservation de son Estat, repos, soulagement & liberté de ses subiets, cognoissance des abus & malversations qui se commettent au fait des finances, & chastiment des meschants. Et consequemment qu'il est bien fondé aux requestes par luy presentées en ladite Chambre, & que sans avoir esgard aux friuoles remonstrances desdits officiers de finance, qu'il doit estre procédé à l'establissement de ladite Chambre de Iustice suivant la requisi-tion des Estats, l'expresse parole du Roy, & l'art. 6. du dernier Edict de pacification, vérifié en la Cour le 13. Iuin, dernier, & cependant à la verification des denonciations faites & à faire par ledit Beaufort, & contre les coupables conformément aux ordonnances & à l'arrest du Conseil donné à Tours le 18. Mars, an present 1616. Priant les officiers de finance de considerer: que le Ciel ores qu'il n'aye point des yeux, ny de langue pour se plaindre contre ceux, qui abusans de sa lumiere l'employent plustost au mal qu'au bien: si est-ce qu'ils en ont laissé pour eux au soleil de Iustice, l'œil de l'Vniuers, pour faire voir clair iusques au plus profond du cœur, les actions des personnes à la confusion des mes-chans, & consolation des bons.

BEAUFORT.

A NOS-

A NOS SEIGNEURS
des Comptes.



V P P L I E humblement Iean de Beaufort, disant, Que les heritiers de M. Iean du Tremblay, M. Ieã Habert & autres financiers denoncez par le suppliant, en haine de ce qu'il auroit cottié suiuant vostre arrest du 22. Septembre dernier, pour trois cents mil liures de parties singulieres de faux employz, passez és comptes dudit du Tremblay, des annees 1594. & 96. Auroient induit, suborné & pratiqué vn nommé Iean Bouuot dès le mois de Nouembre dernier, pour accuser le suppliant d'auoir empoisonné feu Nicolas Bouuot premier mary de sa femme. De ceste subornation, pratique & calomnie, iceluy suppliant ayant esté aduertý: pour le repos, hõneur & tranquillité de sa famille, cognoissance de la verité & de son innocence, auroit fait plainte & informer par deuant le Bailly du Temple, & sur l'information obtenu decret de prise de corps à l'encontre dudit Bouuot, en vertu duquel ayant esté apprehendé, ouy, interrogé & les tesmoins recollez & confrontez, se voyant deüement atteint & conuaincu de calomnie & subornation, bien asseuré que le suppliant auoit preuue litterale de son innocence, outre celle qu'il auoit faite par tesmoins, afin d'empescher le iugement de son procez, se seroit porté pour appellant tant du decret que de la procedure, dont l'appel est pendant & indecis en la Cour de Parlement. Et bien qu'ils n'ayent trouué iusques à present aucune preuue selon leur intention: ce neantmoins sous pre-
texte que par la longueur du temps ils pourroient pratiquer & suborner quelques faux tesmoins pour interrompre la
verification & continuation de l'instruction de ladite de-

nonciation. Ils se vantent publiquement auoir obtenu decret contre le suppliant, cuidās par le moyen de son emprisonnement le faire perdre par poison, assassin ou autrement, & le poursuiure par contumace en la Chambre, & iuger comme calomniateur. Occasion que iceluy suppliant a vntres-grand interest en son particulier, outre celuy du seruice du Roy & du public, de faire voir & cognoistre tant la verité de ses denonciations, que la faulseté de ladite accusation, comme il fit en l'annee 1607. lors de l'establissement de la Chambre de Iustice, que ledit du Tremblay, le-rosme Garrault & autres denoncez subornerent vn nommé Saffart & trois domestiques dudit suppliant, moyennāt quatre mil escus pour le faire accuser de quelques faulsetez, & d'auoir voulu empoisonner seldits domestiques, où en fin son innocence fut cogneuë: ledit Garrault en fuite, & condamné à mort par contumace, ledit du Tremblay & les accusateurs emprisonnez, & eussent esté punis exemplairement sans la grace generale du feu Roy. A bonne & iuste cause le suppliant a esté conseillé vous représenter tres humblement, Nossseigneurs, pour vne cognoissance publique de son innocence, & preuue infallible & concludante de la faulseté de ladite accusation. Premièrement l'estat de sa personne lors de la maladie & du deceds dudit Bouuot, qui estoit que le 20. Mars 1603. le suppliant fut inuité à soupper par ledit Bouuot pour traiter d'affaires avec luy, pource qu'il auoit achete son estat & office de receueur des tailles de Prouins. Or ce soupé fut suiuy d'un si mauuais rencontre, qu'à l'issuë d'iceluy le suppliant se trouua tellement faisy & surpris de maladie, que peu de iours apres il se vid abandonné des medecins, ayant son recours à Dieu & aux Sacrements de l'Eglise, qui auroit esté cause qu'iceluy Bouuot recognoissant le suppliant estre à l'article de la mort, le 27. dudit mois de Mars, se seroit faisy & emparé des cōpromis, procuratiōs & autres actes qu'il auoit fournis audit de Beaufort & en mesme temps & mesme iour passé procuratiō *ad resignandum*, dudit office, pour le vendre de rechef

à M. François de Beaufort aussi receueur des Tailles audit Prouins. Or le lendemain 28. Mars, ledit Bouuot tomba malade, & au lieu de penser à sa guarison, voyant que la maladie du suppliant augmentoit, le 2. iour du mois d'Auril ensuiuant 6. iour de sa maladie, passa autre procuration à vn nommé Iean Blanche pour faire vête dudit office audit M. François de Beaufort qui en passa le contract de vente le lendemain 3. dudit mois par deuant Notaires, estimans ledit Bouuot & Blâche que le suppliant deust mourir le mesme iour, & en rapporter profit, mais le lendemain 4. iour d'Auril ledit Bouuot deceda, dont se peut conclurre comme par l'estat de la personne du suppliant, iustificié par les actes susdits telle accusation estre vne pure calomnie, n'y ayant apparence quelconque qu'une personne qui estoit aux abbois de la mort, & qui n'attendoit que la grace de Dieu eust pensé à l'empoisonnement d'un autre. Secondement si ladite accusation estoit veritable, la mere dudit Bouuot accusateur, son frere aisné & ses sœurs, en auroient depuis 13. ans que ledit Bouuot est mort, infailliblement poursuiuy ledit Beaufort, & recherché la punition par toutes les voyes de la Iustice: mais sçachans en leurs ames le contraire, spécialement la mere qui y auoit interest plus particulier, n'en auroit fait plainte ny poursuite, parce que elle auoit veu les medecins, chirurgiens & apoticaire qui auoient assisté, pencé, ouuert & embasmé le corps de son dit fils, dont les vns viuent encores qui ont non seulement dit & designé la maladie en Iustice depuis ceste accusatiō, avec le rapport du chirurgien qui lors fit l'ouuerture du corps, mais le sujet & cause de sa mort. Outre ce la mere n'eust eu le soin de son enterremēt comme elle a fait. Pour vn troisieme, ayant eu ladite mere, freres & sœurs procez avec ledit de Beaufort, tant pour l'estat & office dudit feu Bouuot son fils, que pour autres affaires, les haines respectiues furent entre eux si violentes qu'ils se firent emprisonner les vns les autres, d'où l'on peut conclurre que si ladite mere, les freres & sœurs eussent eu seulement le moindre

soupçon de tel excez, ou quelque indice & circonstance, ils en eussent accusé le suppliant, & les instances eussent esté criminelles non ciuiles, joint qu'elle n'eust transigé deux ans apres le deceds dudit Bouuot son fils, avec ledit de Beanfort de tous leurs differens generalmente quelconques ainsi qu'elle a fait. En dernier lieu, ladite mere & ledit Bouuot accusateur auroient requis ledit suppliant par lettres missiues, par eux recogneües, de plusieurs bons offices d'aliance & d'amitié, mesmes en l'année 1608. l'auroient inuité aux nopces de M.

la Faye Procureur en la Cour, lequel espoula vne des filles de ladite Bouuot. Outre ce, le mesme Bouuot accusateur par lesdites lettres missiues des années 1607. 609. & 610. sept ans apres la mort de son frere prié ledit suppliant de s'employer pour luy en plusieurs affaires, comme son allié, avec toutes submissions, complimens & offres de seruice: Bref le suppliant a tant de rencontres & d'autres circonstances pour son innocence, outre & par dessus les preuues litterales, pour verifier comme c'est vne pure calomnie, inuentée malicieusement par lesdits officiers de finance, qu'il n'en peut esperer (par la grace de Dieu & la Iustice) que toute sorte d'esclaircissement avec vn chastiment exēplaire, tant de l'accusateur que des auteurs de l'accusation clairement nōmez & designez, ainsi que le suppliāt pretend par l'information faite à sa requeste contre ledit Bouuot, voire par les propres tesmoins par eux recherchez, & qu'ils ont voulu suborner & corrompre, entre les sommes de deniers qui seront iustificées en son temps, qu'ils ont payees & acquittees, tant pour ledit Bouuot accusateur, que pour Iaques Bouuot son frere, qui a fait amende honorable, & a esté banny par sentence du leur Lieutenant criminel pour ses insignes faulxetez, duquel ils se seruent neantmoins pour le faire agir seulement l'ayant recogneu incapable d'accuser comme banny. Lequel ayant esté depuis dix iours deux fois emprisonné, faute d'observer son ban, lesdits financiers l'ont fait sortir par leur faueur, & à cause de ladite condamnatiō
de ban.

de bannissement auroiēt choisi ledit Iean Bouuot son puiffné, à present prisonnier pour six mil liures & plus, qui sous pretexte de belles promesses croyāt s'acquiter & s'enrichir du sang de l'innocent, s'est laiffé tenter, corrompre, forcer, à faire ladite plainte: au moyen de laquelle, & des brigues que lefdits financiers accusez font en la poursuite d'icelle, se iactent d'auoir obtenu decret contre le suppliant. Or n'estant raisonnable que pour vne accusation litteralement iustifiée faulſe & calomnieuse, que les veritables denonciations du suppliant demeurent inutiles au tres-grand preiudice du seruice du Roy & de son intention, qui a tousiours esté de donner ſeur & libre accez aux denonciateurs, qui verifient les larcins faits du tresor publicq, pendant l'instruction & iugemens de leurs denonciations, en les mettans sous sa sauuegarde, ſuiuant plusieurs ſes Edicts & declarations verifiées en ladite Chambre. Ce considéré, nosseigneurs, veuleſdites pieces cy ioinctes iustificatiues de l'innocence du suppliant & de ce que deſſus, & attendu qu'en l'accusation de l'annee 1607. par ordonnance ſpeciale de Monſieur le Chancelier, le suppliant fut mis en la garde de M.

Cheſneau greffier de la Preuoſté de l'Hostel, pour euitier à la poison ou aſſaſſinaſt qu'ils euſſent peu faire de ſa perſonne, s'il euſt esté emprisonné, ainſi qu'ils ont encores deſſein à present: Et qu'il n'a autre deſir que de ſe iuſtifier de telle calomnie & verifier les faulſetez & parties ſingulieres par luy baillees par eſtat iuſques à trois cents mil liures, faulſement employees és comptes dudit du Tremblay deſdites annees 94. & 96. Contre lequel il a fait ſon inſcription en faux au greſſe de ladite Chambre, & en outre d'en verifier pour plus d'un million de liures contre plusieurs autres officiers comptables. Il plaiſe de vos graces ordonner qu'iceluy suppliant ſera pareillement mis en la garde de deux huiſſiers de la Chambre, ou du Preuoſt de l'Iſle, pour le representer & eſter à droit quand beſoin ſera par deuant le Lieutenant criminel pour ſa iuſtification, nosseigneurs du Parlement, & en la Chā-

K



bre par deuant vous, pour la continuation de l'instruction de sa denonciation. Offrant en outre sur ce bailler bonne & suffisante caution, de ne quitter la poursuite de telle faulx accusation, à peine d'estre deüement atteint & conuaincu de calomnie & des cas à luy imposez, si mieux n'aime ladite Chambre surseoir ladite poursuite, faite à l'encontre dudit de Beaufort pour le regard de ladite denonciation, iusques à ce qu'autrement par sa Maiesté & son Conseil en aytesté ordonné. Signé, de Beaufort, & Collo, suiuant les arrests de la Chambre.

Et au dessus de ladite requeste est escrit, *Soit monstré au Procureur general du Roy. Fait au bureau, ce 19. Feurier 1616. Signé, Du Lac.* Au bas de laquelle requeste est escrit, *Le Procureur general du Roy declare, qu'il n'a autres conclusions à prendre sur la presente requeste, contenant plusieurs faits qui regardent la Iustice ordinaire criminelle, que celles prises par luy par deuant messieurs les Commissaires, sur lesquelles requiert la Chambre luy estre fait droit.* Signé, L'Huillier.

Arrest de la Chambre.

VEu ladite requeste, conclusions du Procureur du Roy, La Chambre a ordonné, que ledit suppliant se retirera par deuers le Roy en son Conseil, pour luy estre pourueu sur le contenu en la presente requeste, fait au bureau ce 23. iour de Feurier, 1616. Signé, Du Lac. Presens Messieurs Nicolai, Desarches, Danguerre, Presidents. Le Conte, le Preuost, le Picart, Texier, Laisné, Guibert, Brissonnet, Paris, Creuecœur, Lambert, maistres.

*Extraict des registres du Conseil Priné
du Roy.*



V R la requeste presentee au Roy en son Conseil par Iean de Beaufort, cy deuant commis en l'ordinaire des guerres, tendant à ce qu'il pleust à sa Majesté, le recevoir en sa protection & sauuegarde, pour continuer en toute seureté de sa personne, la poursuite des denonciatiōs par luy commencees en la Chambre des comptes de Paris, contre certains particuliers officiers des finances, & ce faisant ordonner qu'il seroit mis en la garde de tels archers du grand Preuost qu'il plaira à sadite Maieité, pour l'assister & représenter en Iustice & en tous lieux où besoin sera. Outre ce, euoquer au Conseil le different pendant entre ledit Beaufort & Iean Bouuot, & que le procez, charges & informations faites de part & d'autre seroient apportees au greffe du Conseil, avec defences tant à la Cour de Parlement que Lieutenant criminel de Paris, de cognoistre du different des parties. Et à tous huissiers d'emprisonner ledit Beaufort, iusques à ce que par sa Maieité en son Conseil en ait esté ordonné. V E V ladite requeste, Edict de l'establissement de la Chambre de Iustice du mois de Ianuier, 1607. Autre Edict de reuocation de ladite Chambre du mois de Septembre, audit an. Lettres patentes du Roy Henry IV. du 25. Octobre, 1609 par lesquelles sa Maieité auroit ordonné & déclaré comme elle auroit reserué le faux & double employ, à cest effect donné vn an de delay à tous officiers comptables de rendre & restituer les deniers de ceste nature & de les porter és mains du tresorier de l'Espargne. Et à faute de ce faire, declare lesdits officiers comptables descheuz tant de la grace que de la remise du double & quadruple porté par le susdit Edict de reuocatiō.

K ij

Autres lettres patentes du Roy du 8. Aoust 1611. confirmatiues des precedentes contenant autre terme de six mois pour toutes prefixions & delays, pour la restitution desdites parties faulſement employees, lequel paſſé, ſa Maieſté auroit receu tous denonciateurs a defferer en Juſtice les comptables, avec aſſeurance du quatrieſme denier de tout le profit qui prouiendroir des condamnations, en faiſant les fraiz. Arrest de la Chambre des comptes de Paris du 22 Septembre 1615. par lequel ladite Chambre auroit receu ledit Beaufort à coter les parties ſingulieres employez ez comptes de ceux qu'il a denoncez. Deux parties ſingulieres correes par ledit Beaufort des faux employz trouuez es comptes de M. Iean du Tréblay des années 1594. & 96. juſques à la ſomme de trois cents & tant de mil liures. Requeſte preſentee par les denoncez en ladite Chambre, le 6. Octobre audit an, 1615. tendant à ce que ledit Beaufort ſoit condamné en leur reparation honorable, ſignifiee audit Beaufort, le 12. dudit mois. Autre arrest du 11. Ianuier, 1616. donné en ladite Chambre ſur les recuſations propoſees par ledit Beaufort. Autre arrest du 16. dudit mois de Ianuier, par lequel ladite Chambre auroit ordonné d'abondant que pour le regard des parties pretendues par ledit Beaufort faulſement employees auparauant l'abolition des ſuanciers, qu'il coterá precieſement les parties ſingulieres, ſuiuant le ſuſdit arrest du 22. Septembre. Et pour le regard des faits mis en auant depuis ladite abolition qu'il ſe pouruoirá par les voyes de droict. Ordonnance des ſieurs Du-Lac & Creuecœur, Commiſſaires du 21. Feurier, 1616. par laquelle eſt enioint audit Beaufort de comparoiſtre par deuant eux, pour indiquer les acquits qu'il eſtime faux. Acte dudit Beaufort contenant ladite indiquation. Arrest de la Chambre du 22. Feurier enſuiuant, par lequel il eſt receu à bailler ſes moyens de faux. Requeſte preſentee par Iacques Cheſneau greffier en la Preuoſté, en l'année 1607. pour luy eſtre fait taxe de la garde dudit Beaufort. Requeſte preſentee par iceluy Beaufort en ladite Chambre ſur la calomnie
a luy

à luy imposée par ledit Jean Bouuot, pour estre mis en la garde de tels huissiers qu'il plairoit à ladite Chambre. Arrest sur ladite requeste par lequel ledit Beaufort est renuoyé par deuers sa Maïeste en son Conseil, pour luy estre pourueu, du 23. dudit mois de Feurier. Procez verbal fait à la requeste dudit Beaufort du 4. Ianuier dernier, par deuant le bailly du Temple, contenant l'audition des medecins, chirurgien & apoticaire, qui ont pancé, assisté & ouuert le corps de feu Nicolas Bouuot, & comme ledit Bouuot est decédé d'une pleuresie. Tout considéré. LE Roy en son Conseil a ordonné & ordonne, que ledit Bouuot sera assigné en iceluy dans vn mois aux fins de la presente requeste, pendant lequel temps ledit Beaufort fera apporter au greffe dudit Conseil les charges, informations & procedures respectiuement faites, & qu'à ce faire les greffiers & commissaires seront contraints par toutes voyes deües & raisonnables. A mis & met ledit Beaufort en la garde de l'un des archers du grand Preuost de l'Hostel, à la charge de le représenter toutesfois & quantes que par le Conseil sera ordonné. Fait defenses à tous huissiers & sergens de mettre à execution contre ledit Beaufort aucuns decrets, pour raison dudit different, circonstances & dependances, à tous Iuges d'en prendre aucune cognoissance, & aux parties de s'y pouruoir, à peine de nullité, cassation de procedures, despens, dommages & interests, iusques à ce que par sa Maïeste en son Cōseil en ait esté autrement ordonné: Ordonne neantmoins sadite Maïeste que ledit Beaufort cōtinuera les poursuittes de ses denonciations en ladite Chambre des comptes de Paris, Fait au Conseil priué du Roy tenu à Tours, le 18. iour de Mars, 1616.

Signé,

DE LA GRANGE.

L

Extraict des registres du Secretaire de la Chambre de la Noblesse, deliuré au sieur de Parracy, pour luy servir ainsi qu'il iugera à propos, du neufiesme iour de Novembre, mil six cents quatorze.



V R la proposition du sieur du Parc, faite le 9. iour de Novembre, 1614. Apres que les Commissaires par luy choisis ont eu examiné les memoires concernans les abus & maluerfations commises aux finances du Roy, à luy baillees par ledit sieur de Parracy, en ayant fait le rapport à la Chambre a esté arresté qu'il seroit enuoyé vers messieurs du Clergé, & Tiers Estat pour les prier se ioindre aueq eux, pour supplier sa Maiesté vouloir establir vne chambre de Iustice, pour la punition & reformation desdits abus, à quoy s'estans ioints les deux autres ordres, ils deputerent en corps vers sa Maiesté à cest effect. Et ayant esté reiterees par plusieurs fois pareilles deputations vers sa Maiesté pour l'establissement de la susdite chambre de Iustice, l'ayant iugée & estimée necessaire, vindrent par le commandement de sa Maiesté en la chambre Messieurs le President Ieannin controolleur general des finances, Maupeau, Arnault & Dolé intendans, où ledit sieur President Ieannin, entre autres choses dont il estoit chargé de sa Maiesté, les asséura de sa part qu'il leur accordoit l'establissement de la Chambre de Iustice, aussi tost les cahiers presentez, faire prompt de tant choix des personnes dans les compagnies souueraines, pour en estre la part du Iuges selon l'aduis qui luy en sera donné par les Estats en faueur de la Roy la chābre de Iustice. Nobleſſe: de laquelle sa Maiesté estimera beaucoup les aduis & les conseils qui luy en seront donnez pour la reformation desdits abus. Et en suite de ce a esté perseueré par ladite Nobleſſe à supplier tres-humblement sa Maiesté d'accorder l'e-

establisement de ladite chambre presentement, & qu'il pleust à sa Maieité y admettre tel nombre du corps des Estats, & particulièrement de l'ordre de la Noblesse, afin qu'ils ne fussent iugez incapables de telles commissions, & peu affectionnez au bien & vtilité de son Estat, estimant que la composition de ladite chambre ne pouuoit estre faite qu'à leur honte, s'il n'y est admis de leur ordre, ne desirans cest honneur que pour y seruir sa Maieité en vrays François, ses fideles & tres. obeissans subiets.

Et ensuiuant le Lundy 16. Feurier, 615. auroit esté requis par ledit sieur de Parracy, qu'il pleust à la compagnie dōner des commissaires pour proceder à l'exame d'un liure composé par Maistre Iean de Beaufort, intitulé, *Le Tresor des Tresors de France Vollé à la Couronne, par les incognues faulsetez artifices & suppositions commises par les principaux officiers de finance, descouuert & présenté au Roy LOYS XIII. en l'assemblée des ses Estats generaux, tenus à Paris, en l'an 1614. par Iean de Beaufort Parisien, avec les moyens d'en retirer plusieurs millions d'or, & soulager son peuple à l'aduenir.* Lequel liure ayāt esté mis ez mains de Monsieur de Beauuais Nangy l'un des six commissaires deputés pour l'examen d'iceluy, auroit fait raport à la compagnie n'auoir rien recogneu audit liure qui fut contre le seruice du Roy & bien de l'Estat, ains grandement vtile & necessaire: que ledit liure soit veu publiquement, pour faire cognoistre à vnchacun les abus & maluersations commises ausdites finances, & qu'avec iuste raison nous auons persisté à demander l'establisement de ladite chambre. Fait le 9. iour & an que dessus.

Signé,

De BAVFFREMONT SENECEY, &
RAIMONT de MONTCASSIN.

L ij

Extraict des registres du secretaire de la Chambre de la Noblesse, du Lundi 26. Feurier, 1615.



Le sieur de Parracy a fait entendre à la compagnie dont la teneur est escrete & signee de sa main & demutee au greffe. Sur quoy delibere il aeste arresté à la pluralité de voix qu'il luy seroit baille Monsieur de Beauuais Nangy, Vidafme de Chartres, Gommeruille, Cahidene, Murnies & du Bellay pour commissaires a examiner vn liure intitulé, *Le Tresor des Tresors de France volé à la Couronne, par les incognues faulsetez, artifices & suppositions commises par les principaux officiers de finance, descouuert & présenté au Roy LOYS XIII. en l'assemblee de ses Estats generaux, tenus à Paris en l'annee presente, par Maistre Jean de Beaufort Parisien, avec les moyens d'en retirer plusieurs millions d'or, & soulager son peuple à l'aduenir.* Lequel liure a esté mis ez mains de Monsieur de Beauuais Nangy, l'un des susdits commissaires, pour apres l'examen fait, en faire le rapport à la chambre, & rapporter ledit liure au greffe, & de ce dessus en expedier acte audit sieur Paracy.

Depuis, ledit sieur Paracy a desiré de la compagnie que la clef de son cabinet luy fut renduë, & que les liures saisis luy demeurent es mains, & que pour cest effect il soit enuoyé vers Monsieur le Chancelier aux fins de ce dessus, attendu qu'il est domicillié dans Paris, & qu'estant Gentilhomme, il ne merite pas vn traitement si rude, pour n'auoir intention que de seruir le Roy, & que Beaufort soit mis en la garde de deux archers de la Preuosté, pour respondre du contenu en son liure, & aussi qu'il y soit mis pour la seurté de sa personne. Il a esté arresté à la pluralité de voix qu'il sera enuoyé au Roy pour faire plaintes, que contre les formes ordinaires vn Preuost accompagné de plusieurs archers, sans commission feroit allé en la maison d'un Gentilhomme

hōme faisir ses papiers & vouloir sceller son cabinet, & mesme laisser les archers dans sa maison, sous pretexte d'un liure contre les malversations des officiers de finance, lequel il faisoit imprimer pour le mettre entre les mains de Monsieur le President Jeannin, pour estre examiné ainsi que par ledit sieur President luy auoit esté ordonné, luy en ayant precedemment communiqué, & mesmes de ce que ledit Preuost demanda Maistre Iean de Beaufort pour le prendre & l'arrester, en haine de ce qu'il auoit fait proposer aux Estats de demander l'establissement d'une chambre de Iustice. Et ont esté enuoyees six deputez des Prouinces communiquer ce dessus à Messieurs du Clergé, & a esté rapporté qu'ils en delibereroient & le feroient sçauoir, & sur leur enuoy vers la chambre, fut resolu d'enuoyer vers Monsieur le Chancelier six autres deputez, ce que fut executé.

Monsieur de beauuais Nangy vn des commissaires pour examiner le liure de beaufort, a rapporté n'y auoir esté trouué rien de contraire au seruice de Dieu ny du Roy, ains pour le biende l'Estat, tres-necessaire que ledit liure soit veu d'un chacun.

Delivré le present acte audit sieur de Paracy, pour luy seruir ainsi qu'il iugera à propos, par moy Secretaire de la Chambre de la Noblesse, le 20. iour de Feurier, 1615.

Signé.

De BAVFFREMONT SENECEY, &
RAIMONT de MONTCASSIN.

M



*Extraict à la minute originale de l'unziesme article du
cabier general présenté au Roy par Messieurs les de-
putez de la Noblesse, contenant ces mots.*

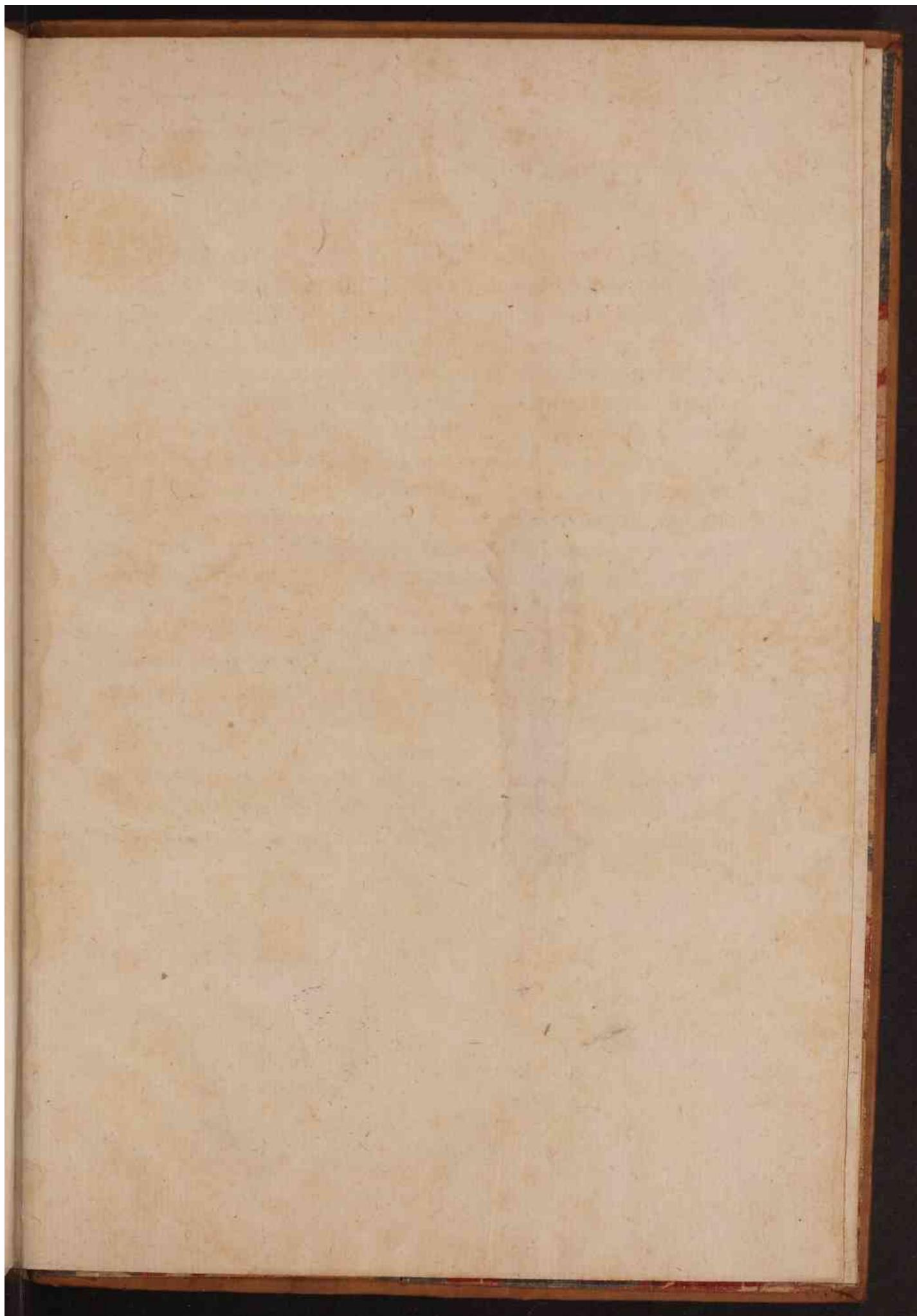
VOSTRE Maiesté ayant accordé aux Estats de
vostre Royaume l'establissement d'une chambre
de Iustice, pour la correction des abus & mal-
ueylations commises au maniment de vos finan-
ces Il leur reste ceste tres-humble supplication à faire, que
comme la censure des vices la plus prompte est la meil-
leure, aussi il plaira à vostre Maiesté establir au plustost la-
dite Chambre, & la composer en partie de quelque nom-
bre des deputez des trois ordres de la presente assemblée,
sans qu'elle puisse estre reuocquee par composition ou prix
d'argent, comme il a esté fait par le passé, & qu'il ne soit
fait don à qui que ce soit des deniers prouenants desdites
recherches, ains seront, s'il plaist à vostre Maiesté, lesdits
deniers employez, au remboursement des offices super-
numeraires, dont la suppression est extremement neces-
saire, attendu la diminution qu'ils apportent au reuenu
de vos finances.

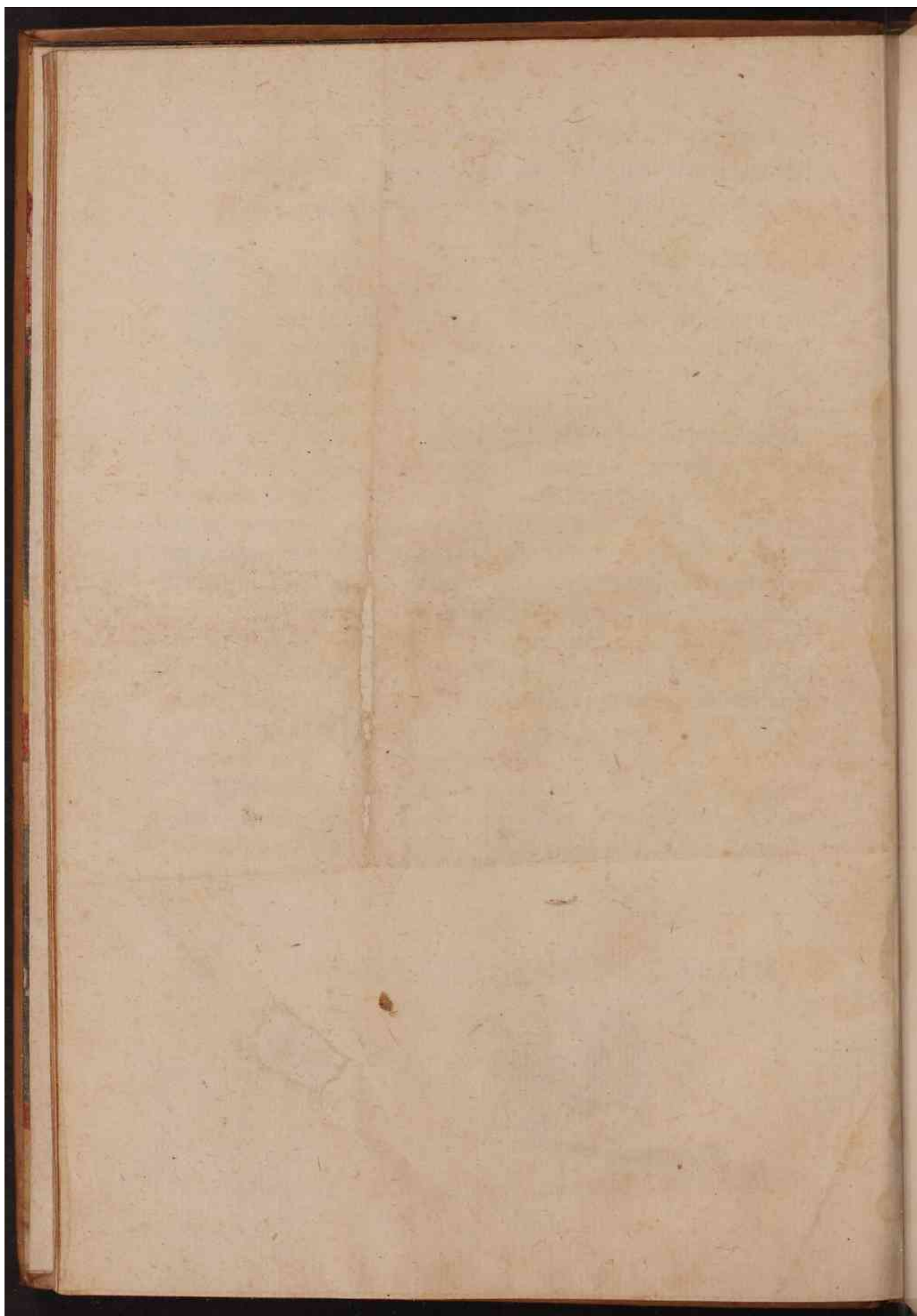
*L'extraict du present article a esté deliuré par moy Secretaire
de la Chambre de la Noblesse à Monsieur de Paracy, pour luy ser-
uir ainsi qu'il iugera à propos. Fait ce 4. iour de Mars, 1615.*

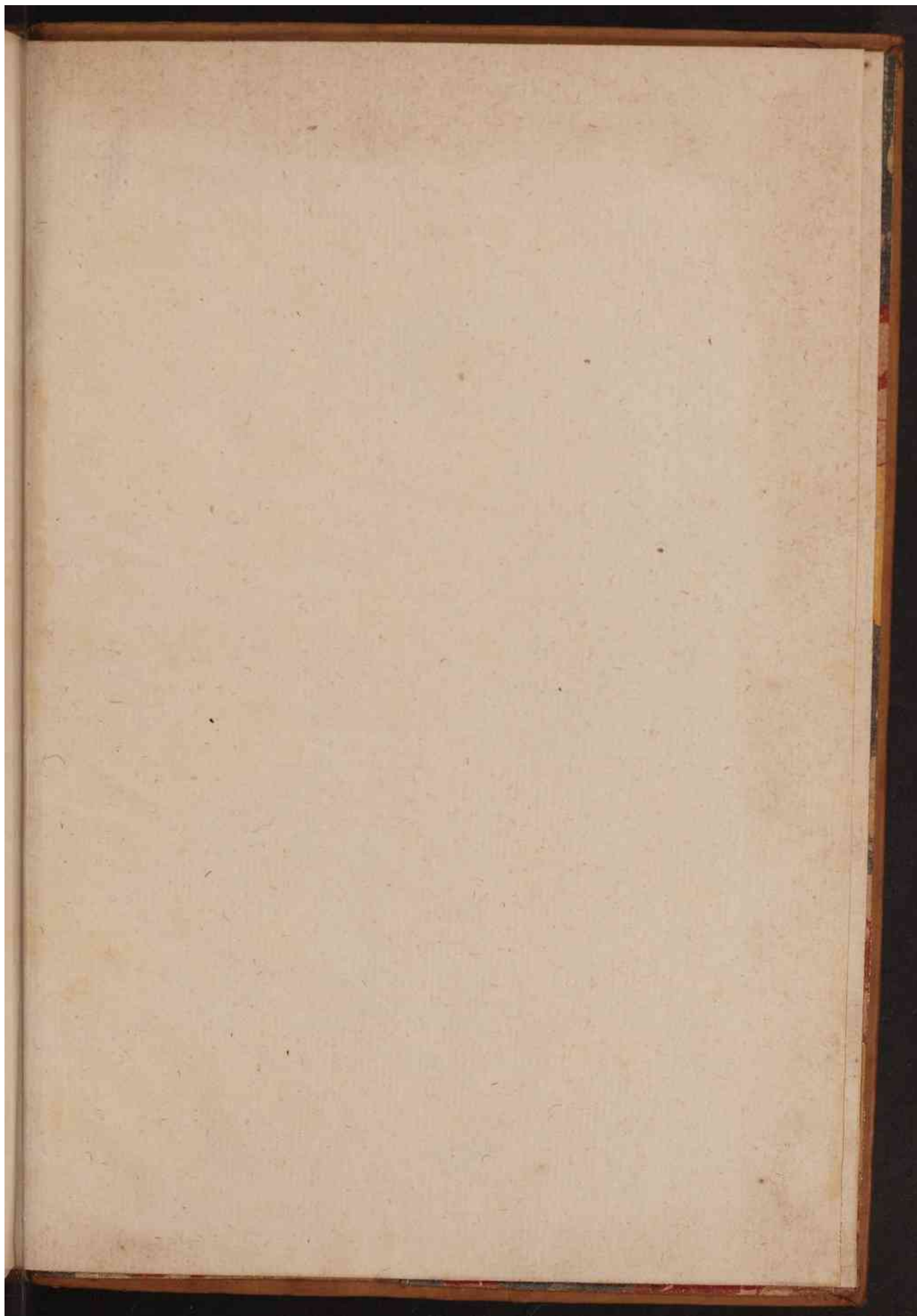
Signé,

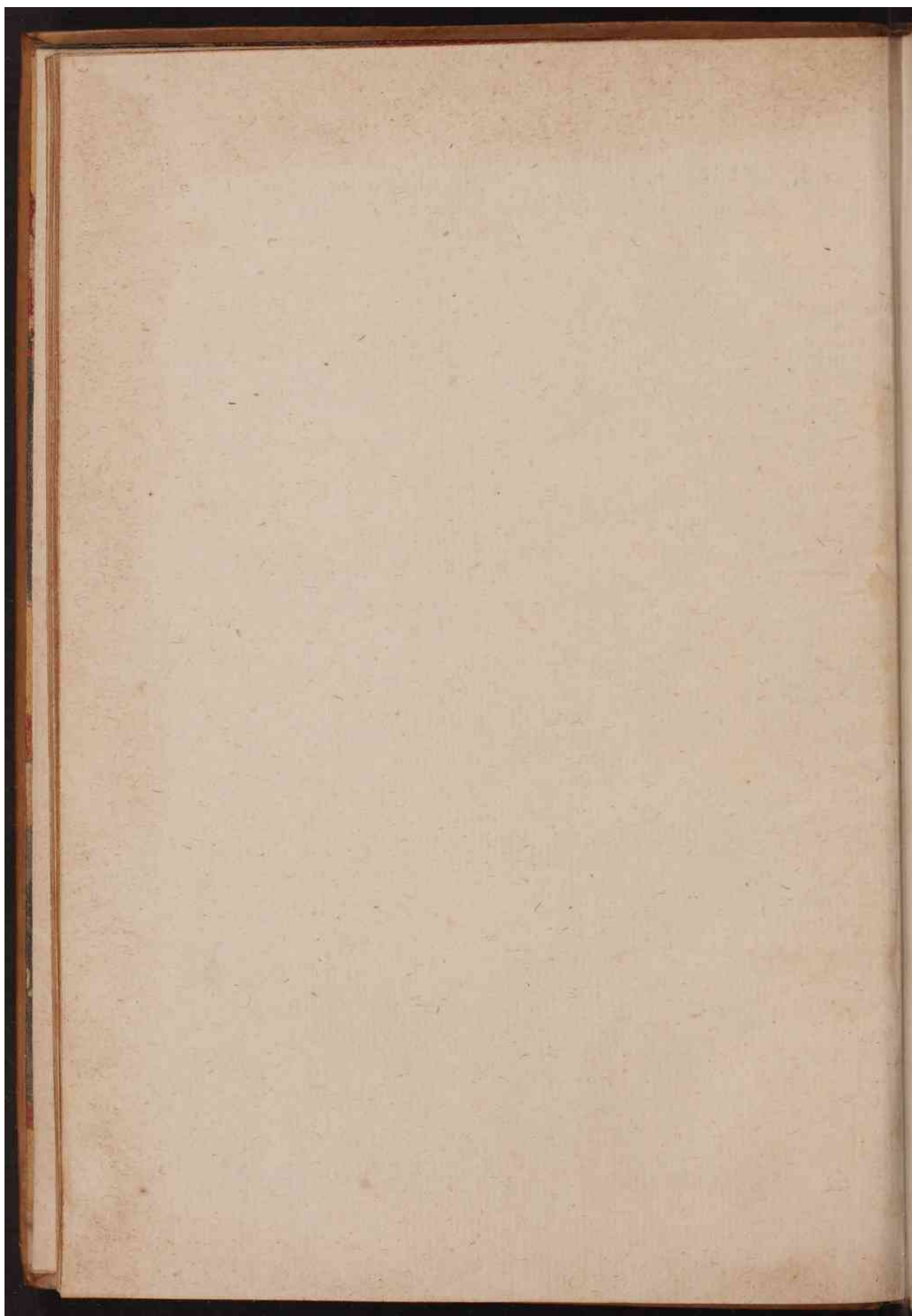
RAIMONT de MONTCASSIN.

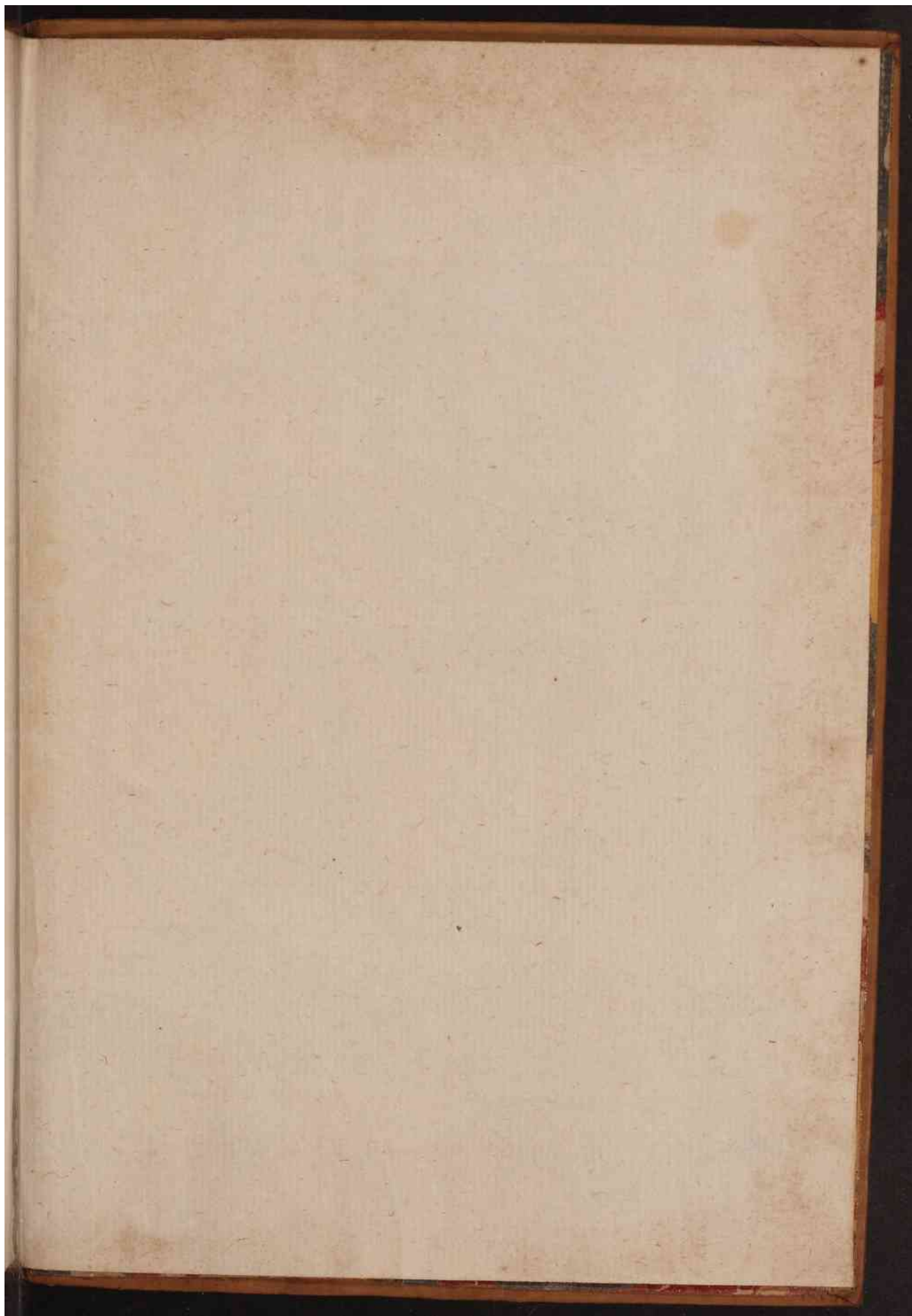


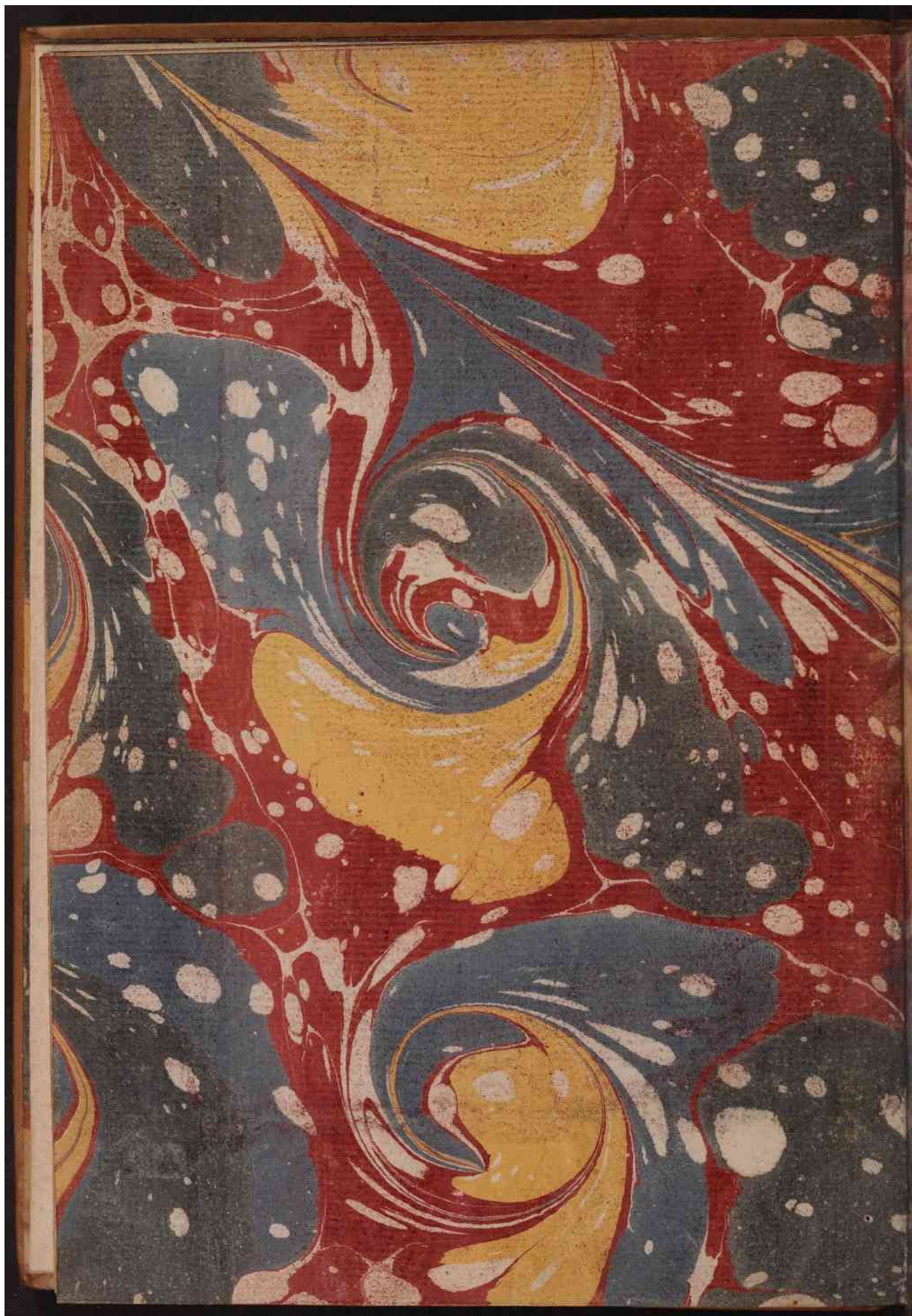




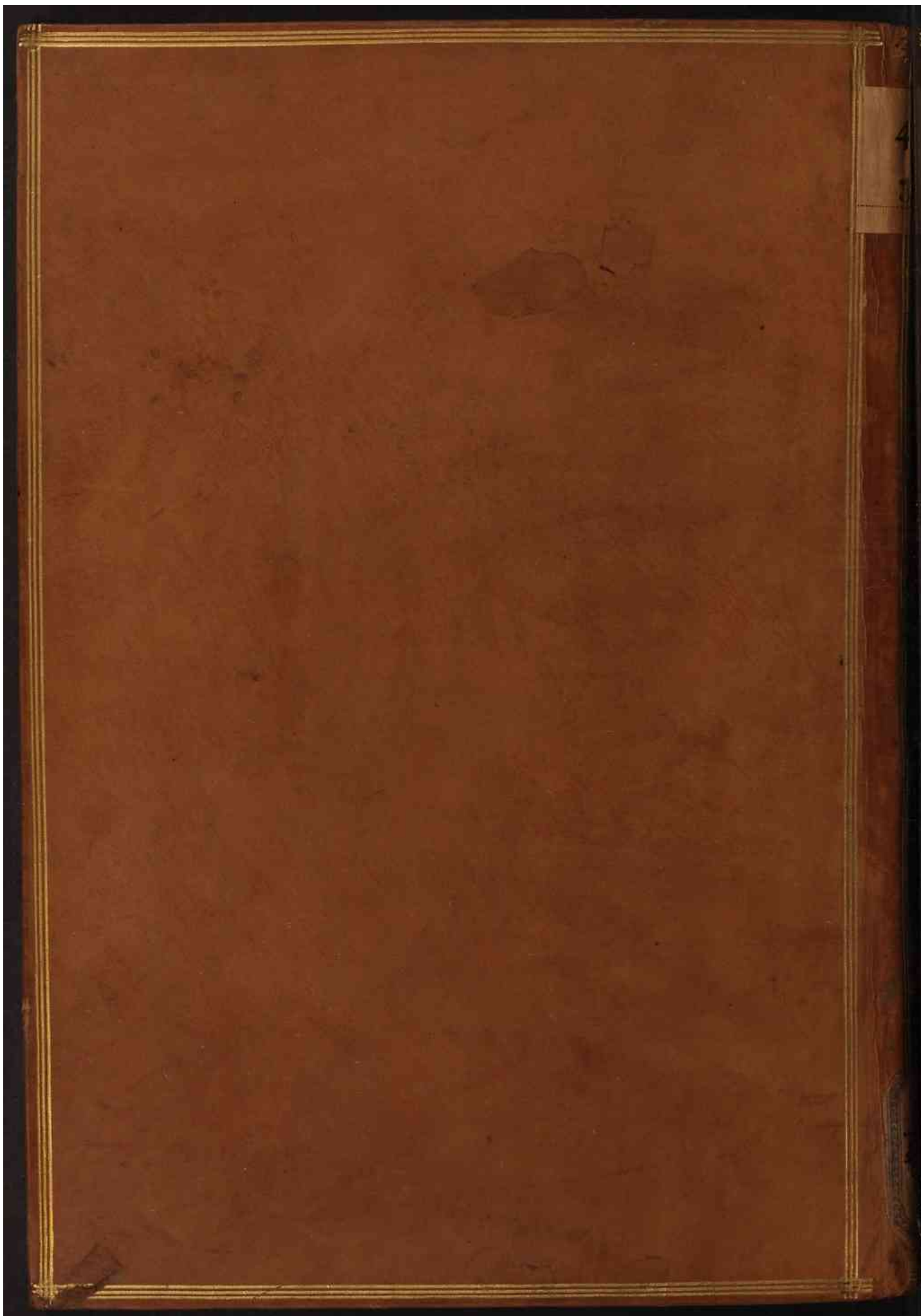






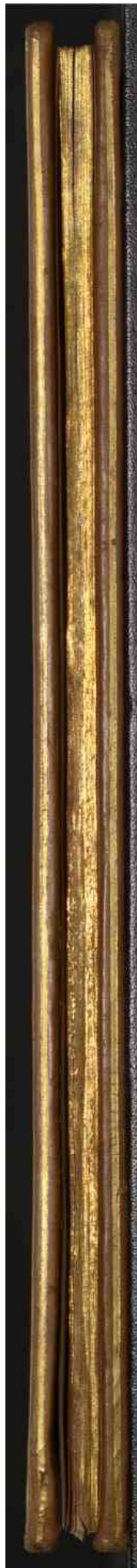




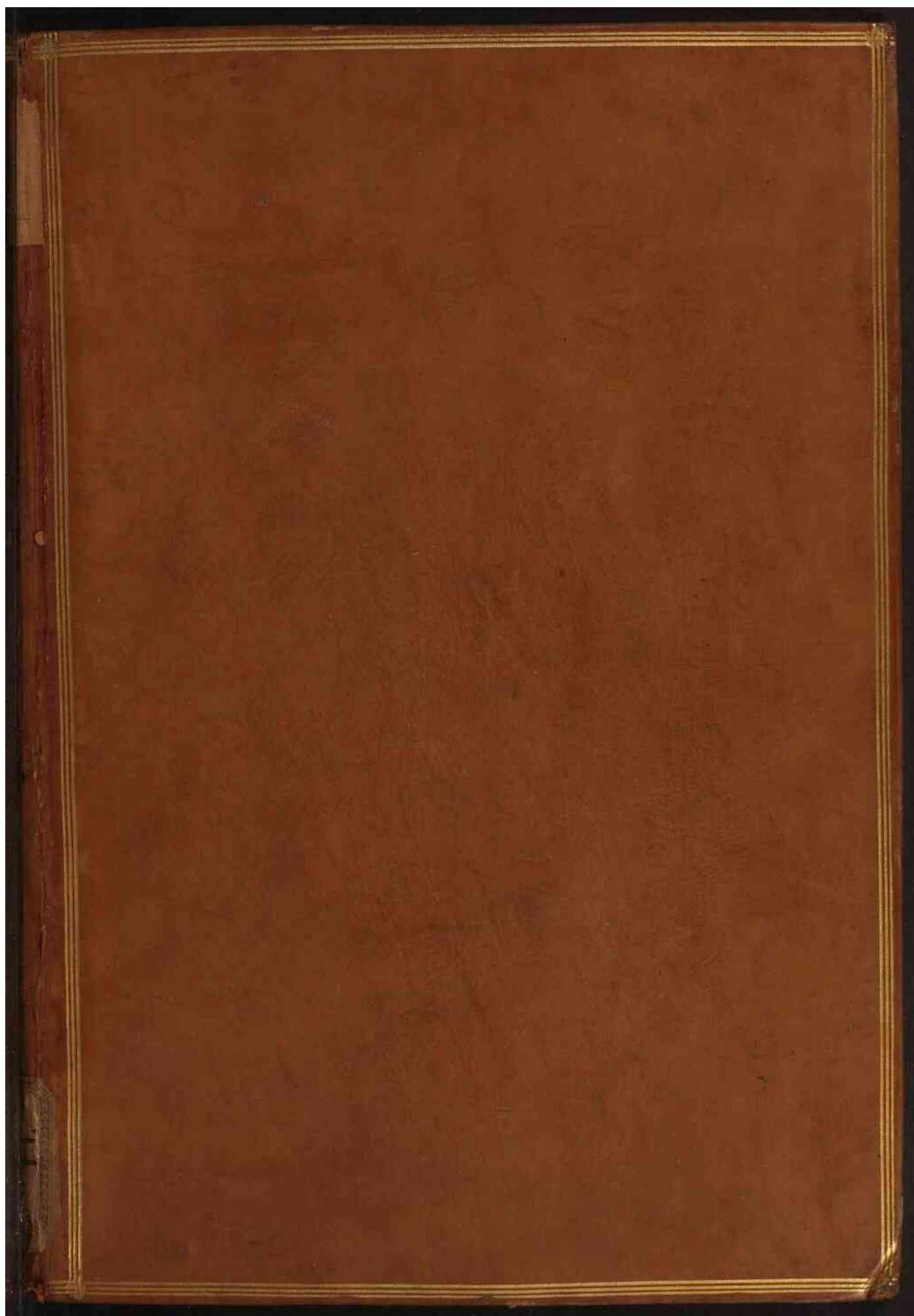






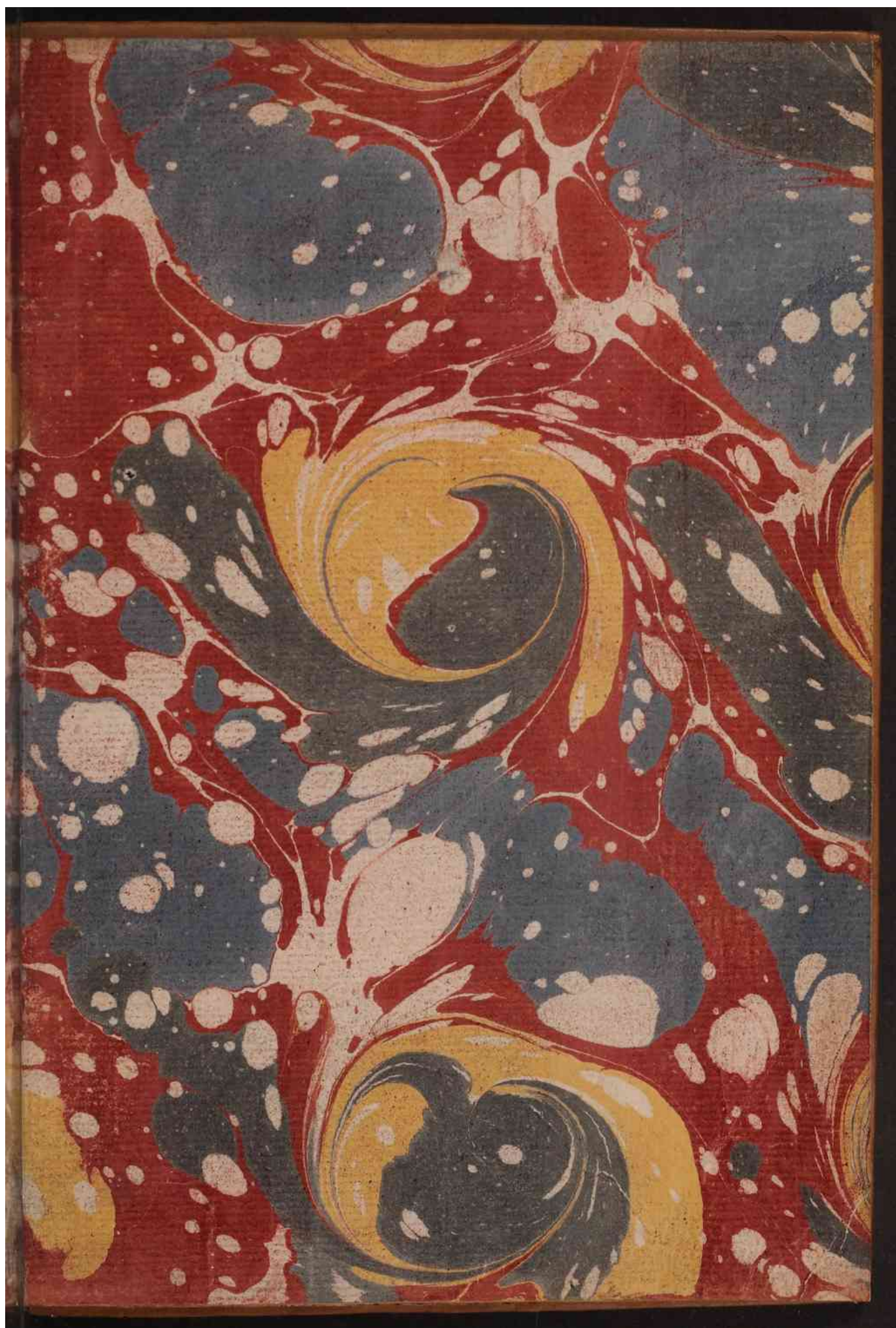




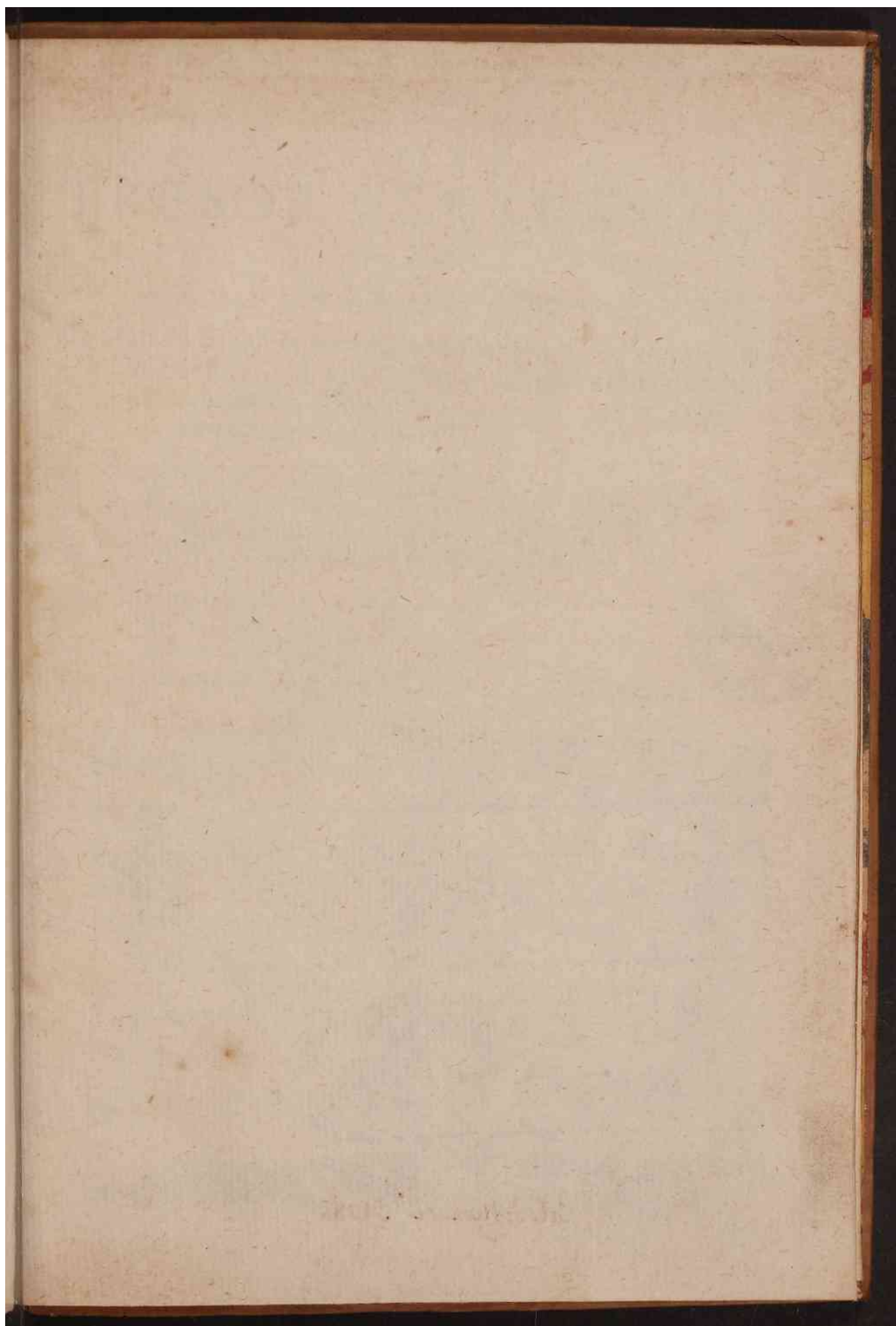


Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France





7601 Brie
H



Cat: de Myon N^o 3198.